



INFORMATEUR CORSE NOUVELLE
SETTIMANALE CORSU

SETTIMANALE CORSU
D'INFORMAZIONE
SETTIMANALE CORSU
D'INFORMAZIONE

BONE FESTE À TUTTI



JEAN LASSALLE

«LE TEMPS
VA CHANGER»

INTERVIEW P5 À 8



ÉCONOMIE
LA CONSOMMATION
TOURISTIQUE
A PRIS DU POIDS P12



FERME DE CASELLA
RENOUER AVEC LA
DYNAMIQUE AGRICOLE
À BONIFÀCIO P26 À 29



LA CHRONIQUE DE JEAN CHIORBOLI
L'OBSESSION DE
LA LANGUE IDENTITAIRE
P30

KAMPÀ P2 • ÉDITO P3 • OPINIONS P4
ASSEMBLÉE P9
BRÈVES P12
L'APPUNTAMENTI P32 • RÉTRO P33
CARNETS DE BORD P34
ANNONCES LÉGALES P13

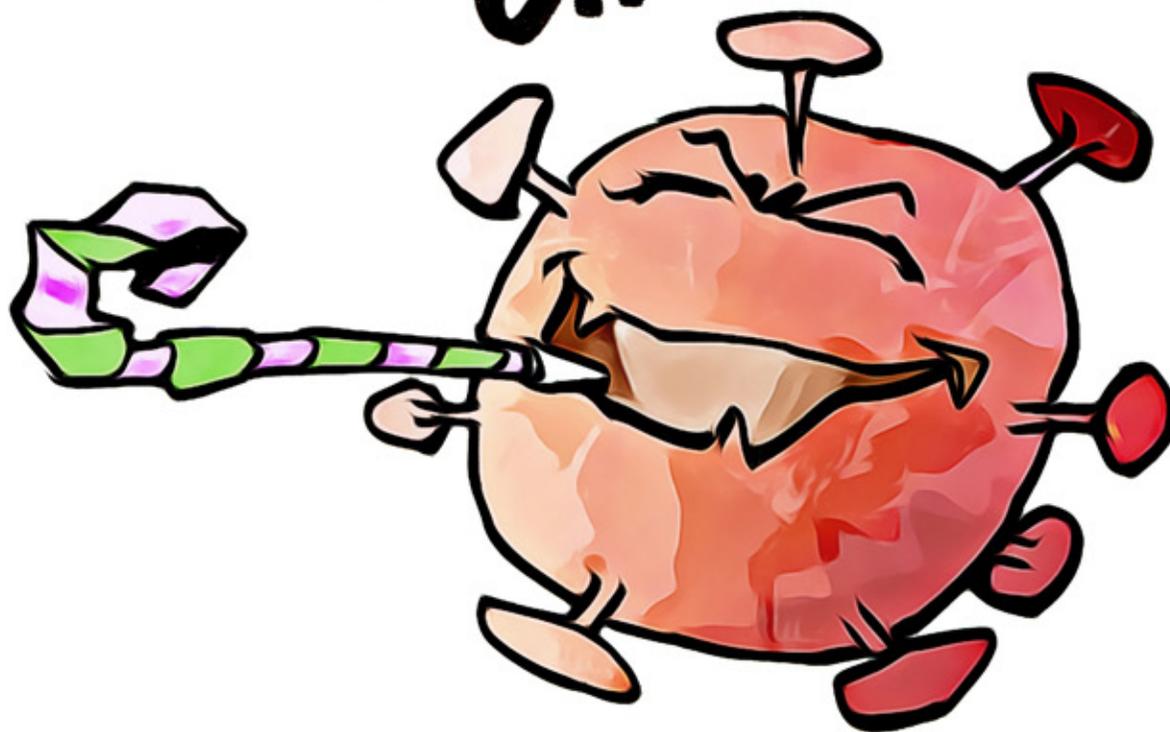
1,60€



S E M P R ' À F I A N C ' À V O I

NOUS NE VOULONS PAS
GÂCHER LES FÊTES

C'EST MA
CHANSON!



BONE FESTE QUANTUNQUA... KAMPÀ

JEAN LASSALLE

«LE TEMPS VA CHANGER»

P5 À 9



OPINIONS

ASSEMBLÉE

ÉCONOMIE **LA CONSOMMATION TOURISTIQUE A PRIS DU POIDS**

EN BREF ET EN CHIFFRES

INITIATIVE **RENOUER AVEC LA DYNAMIQUE AGRICOLE À BONIFACIO**

LA CHRONIQUE DE JEAN CHIORBOLI

L'APPUNTAMENTI DI SANTU CASANOVA

RÉTRO **UN ANNU FÀ**

CARNETS DE BORD

ANNONCES LÉGALES

P4

P9

P10

P12

P24

P30

P32

P33

P34

P13

ICN INFORMATEUR CORSE NOUVELLE™

RÉDACTION

Directeur de la publication – Rédacteur en chef :

Paul Aurelli

(Heures de bureau 04 95 32 89 95 – 06 86 69 70 99)

journal@icn-presse.corsica

Chef d'édition :

Elisabeth Milleliri

informateur.corse@orange.fr

(Heures de bureau 06 44 88 69 40)

1^{er} secrétaire de rédaction :**Eric Patris**

eric.patris-sra@icn-presse.corsica

(Heures de bureau 06 44 88 66 33)

BUREAU DE BASTIA

1, Rue Miot (2^e étage), 20200 BASTIA• **Secrétariat Bernadette Benazzi**

Tél. 04 95 32 04 40 (Heures de bureau 06 41 06 58 36)

gestion@corsicapresse-editions.fr

• **Annonces légales Albert Tapiero**

Tél. 04 95 32 89 92 (Heures de bureau 06 41 58 40 23)

al-informateurcorse@orange.fr

CorsicaPress Éditions SAS

Immeuble Marevista, 12, Quai des Martyrs, 20200 Bastia,

Tél. 04 95 32 89 95

Société locataire-gérante des titres et marques

Principaux associés : PA, JNA, NCB, JFA, GA, AG, RL, PML0.

Fondateur Louis Rioni

CPPAP 1125 C 88773 • ISSN 2114 009

Membre du SPHR et de

l'Alliance de la Presse d'Information Générale

AZ Diffusion 20600 Bastia • Dépôt légal Bastia

À MODU NOSTRU

Una di più

Si compii l'annata 2021, aspittendu l'annu novu cù spiranzi veri. À a listessa epica in u 2020, t'aviami dighjà a listessa ambizioni, vistu ciò chì c'era cascatu addossu cù a Covid 19. Dodici mesi novi sò passati dipoi tandu, ma l'affari ùn si sò tantu migliorati in Corsica è in altrò. Ùn fussi cà nant'à stu cartulari solu di u Coronavirus. Una prima dosa di vaccinu, eppo dui è oramai trè, un pass sanitariu chì pudaria divintà un pass vaccinali, i discutechi chjosi è l'interdizioni di ballà ind'i bars è i ristoranti, è infini una certa angoscia par adunisciasi trà Natali è Capu d'annu: iè, u 2021 hè propiu firmatu ind'a cuntinuità di l'annu scorsu. Una situazione chì faci crescita di più in più a spiccanza trà a ghjenti, l'89 % di parsoni vaccinati à u nivellu naziunali è quilli chì ricusani sempri a minima inghjazzioni. Si vidarà bè à chì salsa tutti quanti no semi saremi accunciati dopu à i vacanzi... Un'annata chì s'hè assumigliata à quilla di nanzi ancu pà ciò chì cuncerna a situazioni pulitica di a Corsica. S'è i nazionalisti ani vintu torna l'alizzioni tarritorialli ghjustu nanzi à l'istati, l'illusioni d'una famighja unita ùn hè più. Femu a Corsica ci l'hà fatta à uttena a maghjuria assoluta, lachendu in bor'di strada i so anziani cumpagni di u Partitu di a Nazione Corsa è Corsica Libera. È s'è i raporti incù u prifettu Pascal Lelarge si sò tesi di più in più i mesi passendu, una piccula porta s'hè aparta in fin d'annata. Cù 50 milioni d'auri accurdati da u Statu pà l'arriglamentu da a CdC di a famosa «amenda» di a Corsica Ferries, si pò cunsidarà chì un passicciu hè statu fattu nant'à a strada pitricosa di i rilazioni trà a Corsica è a Francia. Eppure, s'aspetta sempri «u» gestu chì pudaria fà ch'ella si ghjiressi una vera paghjina di ssu libronu: l'avvicinamentu, nant'à a nostra isula, di i trè prighjuneri ditti di u commando Erignac. Infini, nant'à tant'altri cartulari corsi cù un'influenza maiò di u puliticu, ni semi sempri à chì faremi pà ciò chì tocca à i rumenzuli o à a vita cara, trà i prezzi di i prudutti di prima cunsumazioni è quilli di l'essenza o di u gasoil. «Chì campa spirendu mori caghendu», ci insegna u pruverbiu. Si sbaglia, spergu... ■ Santu CASANOVA

Vous aimez écrire et/ou prendre des photos?**Vous** avez une bonne connaissance de la vie publique, culturelle, associative et sportive dans votre bassin de vie?**Vous** souhaitez mettre en lumière les initiatives qui y voient le jour?**Vous** vivez en Centre-Corse, dans le Cap, la région de Vico, celle de Bonifacio ou le Sartenaïs?**REJOIGNEZ L'ÉQUIPE CLP D'ICN**Écrivez-nous: journal@icn-presse.corsica

SI PASSA CALCOSA... ANNANT'A RETA

À la veille des fêtes de fin d'année, beaucoup on commenté bien évidemment la situation sanitaire et notamment la montée des contaminations au variant Omicron chez les 20-40 ans qui semblait plonger Gabriel Attal dans la perplexité et l'inquiétude. Nombre

dément pourtant le hiatus entre l'offre et la demande d'emploi.



D'autres condamnent, parfois durement, ce qui leur semble être la marque d'un aveuglement comme d'une totale absence de com-



passion. D'autres encore, chômeurs de longue durée et concernés au premier chef par ce jugement, soulignent à juste titre, avec une ironie amère, qu'en ce moment de l'année qui ne fait qu'accentuer l'isolement et le désarroi des plus précaires, ils se seraient bien



passés de cette attention pas vraiment délicate et d'une volée de bois vert en guise de bûche. Enfin, il y a ceux qui veulent voir le côté positif des choses. À savoir cette majorité de personnes qui se



refusent encore à jeter une partie de leurs concitoyens (qui ont cotisé comme eux) sous un bus ou un tramway, au prétexte qu'ils n'auraient pas su traverser la rue. ■ EM



d'internautes ont aussi indiqué annuler les réunions de famille pour cause de tests positifs. Mais on a beaucoup réagi, également, à la publication d'un sondage réalisé en septembre par Elabe pour l'Unedic et dont les résultats ont été relayés notamment par Les



Échos et Mediavenir. Il en ressort que 43 % des Français jugeraient les demandeurs d'emploi responsables de leur situation. Une opinion, précise Les Échos, qui s'est accrue de 7 points en un an. Pour un quart des sondés, « les gens ne veulent pas travailler », voilà tout. Certains twittos, à quelques heures d'entonner *Minuit chrétiens*, se sont déclarés totalement en phase avec cet avis que

HUMEUR

Les voies de son maître

En des temps on ne peut plus révolus, un prof d'histoire et géo pouvait entreprendre d'initier ses élèves à l'histoire et la mythologie de la Grèce antique, sans pour autant encourir le risque d'être décapité par un Tchéchène sanguinaire. On nous parla donc un jour de Delphes et de sa pythie. Oracle efféminé ou prophétesse androgyne ? À vous de voir. Si toutefois vous le pouvez... Attachée au temple d'Apollon, elle avait à charge de livrer chaque mois aux non-initiés les paroles de son dieu. Ainsi racontés, les faits nous incitèrent à penser, en prenant de l'âge, que la pythie de Delphes était l'ancêtre des porte-paroles en général et plus particulièrement l'aïeule de l'actuel porte-parole du gouvernement français. À quelques nuances près, bien entendu. La moindre n'étant pas, chez ce disciple de Stakhanov, d'éclairer à giorno, matin midi et soir, les voies aussi impénétrables que pénétrantes de son seigneur et maître. La comparaison s'arrête là. La pythie, les lettrés le savent, était de basse extraction. Gaby, les médias le disent, est de bonne caste. La pythie, après chaque prestation mensuelle, éprouvait, avant de s'isoler dans une crypte souterraine, le besoin de se purifier à la source de Castalie. Attal semble se contenter de s'abreuver à la source Castex, ou à la source Castaner. Mais en l'état actuel de nos connaissances, rien ni personne ne permet d'affirmer qu'il ne puise pas à la claire fontaine d'un obscur jardin secret. L'oracle d'Apollon, pour purifier son haleine, mastiquait du laurier tout en respirant des vapeurs d'encens issues de la terre de Delphes. Il arrive à notre actuel porte-paroles, comme à tout un chacun, de ruminer ou de mâchouiller. On ne peut cependant rien en déduire sur ce qu'il a bien pu inhaler. Poètes ou fabulistes à leurs heures, les scientifiques, eux, ne se contentaient ni de sonnets ni de sornettes pour expliquer le côté surnaturel des vapeurs d'encens à Delphes. Ils ont donc cherché à savoir. Ces recherches, couronnées de succès, leur permettent d'affirmer que le sol, sous le temple d'Apollon, distille des vapeurs neurotoxiques aux propriétés anesthésiantes et narcotiques. Inquiétant ! D'où notre question : a-t-on songé en haut lieu, au nom d'un élémentaire principe de précaution, à demander une analyse géochimique des fondations de l'ex-Palais Murat ? ■ Paulu Santu MUSÈ-PUGLIESI

« LE TEMPS VA CHANGER »



Photo Sacra Maria Luciani

En 2017, la Corse lui a donné ses meilleurs scores hors Pyrénées-Atlantiques. À l'Assemblée nationale, il a rejoint le groupe Libertés et territoires. Il était sur l'île pour mener de front pré-campagne et recherche de parrainages. Présidentielle, situation de la Corse, rapports avec ses collègues autonomistes, patrimoine et orientations politiques, il aborde pour nous ce qu'il retient des cinq ans écoulés et ce qu'il espère et entrevoit pour l'avenir.



Photos Sacra Maria Luciani

«Je pense que M. Macron a eu tort et a tort comme ses prédécesseurs (bien que ce soit bien plus marquant avec lui) de ne pas avoir écouté les Corses, qui ont considérablement travaillé.»

«Vous avez apporté la preuve que [...] vous pouviez conduire vos affaires sans qu'on ait besoin de déplacer des milliers de gardes mobiles et de gendarmes. Mais vous avez fait plus, vous avez décidé un vrai futur de la Corse, un vrai projet.»

«Nous sommes soudés et différents. Il faut mettre sur pied la réponse qui permette aux Corses de vivre leur histoire hors du commun.»

Êtes-vous optimiste quant au nombre de parrainages que vous pourriez recueillir en Corse?

Ma venue en Corse n'a pas comme objectif prioritaire et unique les parrainages. J'ai eu la chance de connaître la Corse plus tôt, je suis d'ailleurs un peu corse d'esprit. Je viens ici pour écouter, comprendre, pour m'inspirer. Parce que nous avons tellement de points en commun, à commencer par cet irrépressible désir de liberté, ce goût de la justice et ce sentiment que n'avons pas trop de frontières. La Corse est une entité très forte, très ancienne et qui a toujours su s'ouvrir. Et j'ai besoin d'entendre la Corse pour me donner le cap des présidentielles et ce faisant bien entendu, je réunis des maires qui veulent venir avant les réunions publiques. Je leur explique l'utilité du parrainage, car si je n'ai pas le nombre de parrains nécessaire, je ne pourrais pas être candidat et je ferais partie des velléitaires qui seront renvoyés comme un chien qui ne sait pas conduire un troupeau et ne mord jamais. Je serais, comme l'avait dit François Hollande, un sans-dent.

Que pensez vous du statut actuel de la Corse?

Il est en perpétuelle évolution. Je travaille avec trois députés corses, puisque nous appartenons au même groupe maintenant. Je les ai observés et ce qu'ils faisaient me parlait beaucoup. Je pense que M. Macron a eu tort et a tort comme ses prédécesseurs (bien que ce soit bien plus marquant avec lui) de ne pas avoir écouté les Corses, qui ont considérablement travaillé. D'abord en retrouvant la paix, comme au Pays Basque. Pourtant, il y a eu beaucoup de blessures, de morts, beaucoup de mères ont pleuré. Aujourd'hui vous avez fait des avancées importantes sur le plan politique et institutionnel. Le moment est choisi pour parler d'autonomie. Il y a la paix, tous les partis politiques sont apaisés, me paraissent sur la même ligne. Et vous avez apporté la preuve que tout un mandat durant vous pouviez conduire vos affaires sans qu'on ait besoin de dépla-

cer des milliers de gardes mobiles et de gendarmes. Mais vous avez fait plus, vous avez décidé un vrai futur de la Corse, un vrai projet. Le problème est que le Covid est venu briser cet élan comme il en a brisé d'autres. Ce que propose l'État et le président n'est pas adapté aux besoins actuels. Dire que c'est une région qui n'en est pas une, que vous allez vous administrer différemment mais en suivant le code des régions, je ne comprends pas. Vous n'avez pas les mêmes besoins qu'une grande partie de la France métropolitaine. Ici vous avez gardé encore une véritable agriculture d'élevage; de légumes très largement bio, de véritables produits sur pieds. Je comprends le mécontentement de la majorité régionale. Ensuite, il y a le problème de la spéculation foncière dont les Corses sont victimes. Il faut leur donner les moyens de gérer leurs terres.

Vous êtes donc favorable à une autonomie de la Corse?

Oui. Il faut faire un tour de table de ce qui a été fait au cours de ces cinq dernières années et de ce qui a été fait avant. Il y a deux mandats entiers qui sont passés. Mais il faut le faire. Sinon, ce serait montrer une réserve, une peur inutile qui peut entretenir un doute. La Corse a montré son attachement au pays, qu'elle savait faire, qu'elle a la taille. Nous sommes soudés et différents. Il faut mettre sur pied la réponse qui permette aux Corses de vivre leur histoire hors du commun.

Le nom de votre mouvement est Résistons! Quel écho espérez-vous trouver en Corse?

La dernière fois, il n'a pas été mauvais: les Corses m'ont fait confiance dans des proportions qui m'ont étonné et encouragé, surtout que j'étais venu au dernier moment. Ce score m'a touché au cœur tout comme j'espère les toucher au cœur durant cette campagne, eux et l'ensemble du pays. Et ils ont du mérite, compte tenu du peu de communication, d'information et du temps que l'on m'a accordé, mis à part les journaux locaux.

«En politique, il faut être soit connu comme militant de longue date, soit être totalement inconnu comme Macron mais avoir la banque de Rothschild au cul.»

«Quand on regarde la définition du député on comprend l'importance de celle-ci: «le député est le représentant du peuple. Il est élu par le peuple souverain dans sa différence. Il incarne une parcelle de la nation»

Si quelqu'un a le sentiment que c'est ce que nous avons fait lors de ces cinq dernières années, il a vraiment beaucoup de bonne volonté.»



Ici, il y a un véritable sentiment pluraliste, démocratique, qui n'existe pas à Paris, où l'attitude de la presse me déplaît. Mais ce n'est pas la presse elle-même le problème, il faut beaucoup de cœur d'engagement, au moins autant qu'en politique pour faire ce métier. Le problème, ce sont ceux qui la prennent en main, qui achètent tout. Pourquoi le font-ils? Parce qu'ils aiment les journalistes? Pas du tout! Pour qu'ils ne mènent pas d'enquêtes. La presse régionale dit les choses telles qu'elles se passent.

En cas d'échec à la présidentielle, pensez-vous vous aller aux législatives avec votre mouvement?

Oui, et c'est un problème qui m'a taraudé. D'abord je me demandais si je pouvais encore servir. C'est la question que l'on se pose à propos d'une vieille mobylette: est ce qu'elle va tenir? Si je fais un bon scrutin aux présidentielles, il faudrait que je puisse présenter des candidats. D'autant que pour les régionales en Aquitaine, j'ai un accord avec le Mouvement pour la ruralité d'Eddie Puyjalou et nous avons fait de bons scores, surtout dans les Landes et les Pyrénées-Atlantiques où mon frère conduisait la liste. Pour le reste, nous n'avons pas de candidats assez connus. Ce qui montre qu'en politique, il faut être soit connu comme militant de longue date, soit être totalement inconnu comme Macron mais avoir la banque de Rothschild au cul.

Quel est votre regard sur l'actuelle Assemblée nationale?

On dit, surtout les votants, que tout au long de cette 17^e République l'Assemblée nationale s'est beaucoup diminuée elle-même et a restreint ses pouvoirs. Ça a toujours été vrai, pour toutes les républiques. Cette fois-ci, un double phénomène a joué et, à mon avis, il faudra une reprise en main très importante; sans quoi l'Assemblée nationale perdra toute raison d'exister. On n'était consultés qu'après coup puis le Covid s'est

invité. M. Macron avait deux possibilités: soit il prenait les pleins pouvoirs, mais alors il l'assumait; soit il décidait de partager la gestion avec le parlement. Mais il a choisi une troisième voie: faire croire qu'il ne prenait pas les pleins pouvoirs, qu'il en donnait une partie à l'Assemblée nationale et par conséquent au Sénat alors qu'en fait il décidait seul. C'est pour cela que jamais l'Assemblée nationale n'aura eu autant de votes déjà acquis auparavant et dont on lisait les résultats sur les téléphones et dans les journaux avant que le vote n'ait lieu. Il faut impérativement dire quel est le rôle de l'Assemblée nationale. Quand on regarde la définition du député on comprend l'importance de celle-ci: «le député est le représentant du peuple. Il est élu par le peuple souverain dans sa différence. Il incarne une parcelle de la nation». Si quelqu'un a le sentiment que c'est ce que nous avons fait lors de ces cinq dernières années, il a vraiment beaucoup de bonne volonté.

Et sur votre groupe parlementaire, Libertés et territoires?

J'ai mis assez longtemps avant d'intégrer ce groupe. Ce sont les députés corses qui m'ont convaincu. J'ai trouvé que ce qu'ils faisaient avait du sens. Ce sont des révélations de cette mandature. Michel Castellani s'est imposé par son sang-froid, son calme, qui forcent le respect. Il n'élève pas la voix, mais quand il cause; ça fait du bruit! Jean-Félix Acquaviva est intervenu sur tous les sujets qui touchaient à l'agriculture, au devenir du monde rural, aux services public, etc. Nous prenons rang toutes les semaines sur des débats sur lesquels nous pouvons nous inscrire. Nous n'avons eu qu'un hiatus sur la niche parlementaire à laquelle tous les groupes ont droit deux fois par an. Les députés corses avaient décidé de présenter un ajustement à la Constitution et un outil pour préempter les terres. Malheureusement il n'y a pas eu le temps parce qu'il y avait deux autres questions. De toute façon le gouvernement ne l'aurait pas pris en compte.

« Il faut retrouver l'ensemble de notre patrimoine pour une raison très simple : il ne nous appartient pas ! »



► **Quelle est votre position quant au statut de la langue corse ?**

Là aussi, il y a un énorme travail à reprendre de très loin. Tous les textes intéressants sont issus du groupe Libertés et territoires. Un des nôtres, le breton Paul Molac, a réussi l'exploit de faire voter une proposition de loi pour l'ensemble des langues régionales. Là dessus, alors que le gouvernement avait voté avec nous, LaREM et le Modem ont porté l'affaire devant le Conseil constitutionnel. Qui n'a qu'une réalité : démolir tout ce qui déplaît au gouvernement. Bien sûr, le Conseil constitutionnel a censuré partiellement cette proposition, nous faisant revenir 30 ans en arrière. Je considère, en tant que député, citoyen et candidat, que nous avons là un des grands échecs des républiques. Les cinq se sont plantées sur le sujet en voulant tellement privilégier le français -et moi aussi je l'ai privilégié, parce que c'est une langue certes exigeante mais porteuse d'indépendance d'esprit et d'une forme d'espièglerie. Elles l'ont tellement bien défendu que nous voilà avec l'anglo-dollar qui nous écrase alors qu'on croit voir la menace venir du côté du corse, du breton, du gascon ou du basque. Je porterai ça, en tant que candidat à cette élection. Il faut retrouver l'ensemble de notre patrimoine pour une raison très simple : il ne nous appartient pas ! Nous avons juste le droit d'en user, de l'utiliser, de l'améliorer si possible et en tout état de cause de le respecter, ne serait ce que parce qu'il est pluri-millénaire. J'ai un projet sur les provinces, qui était aussi celui du général de Gaulle. Elles ont construit la France. Les régions n'ont pas d'hier, d'aujourd'hui ni demain, par contre les provinces ont tout ça. Je suis aussi pour le retour à fond des communes. C'est grâce à elles et aux syndicats d'énergie que l'on a électrifié la France sans que cela coûte un euro à l'État. On a fait la même chose pour l'eau potable et l'assainissement. Aujourd'hui, on pourrait faire la même chose pour la téléphonie : c'est quand même incroyable qu'on ne puisse pas téléphoner dans les villages ou sur les routes de cam-

pagne. On ne peut pas parler d'égalité des territoires. Regardez les services publics : il n'y a plus d'hôpital qui fonctionne. La crise du Covid est avant tout un manque de lits d'urgence que nous avions il y a 40 ans. Les statisticiens sont bons, ceux qui les utilisent sont mauvais. Les sondeurs d'opinion sont malhonnêtes. Churchill disait : « Je ne crois qu'aux sondages que j'ai bidouillés moi-même ». Avec les chiffres, on a le taux d'incidence du Covid, nous permettant d'en déduire le nombre de lits nécessaires ; on n'a pas ouvert un seul nouveau lit.

Revenons à votre score de 5,64% des suffrages obtenu en Corse à la présidentielle 2017, très supérieur à votre score national.

Comment l'expliquez-vous ?

Les Corses sont des visionnaires. D'abord, ils sont sur une île qui ne ressemble à aucune autre. Elle est un promontoire. Ils voient la terre, l'azur du large, ils voient venir les choses. Mon père, berger, était très attaché à l'Antiquité, comme la plupart des bergers et des marins. Ils se ressemblent car ils ont le frisson qu'ont les hommes et les femmes qui sont en prise directe avec la nature. Ils n'en parlent pas à tort et à travers. Ils sont heureux, il fait beau... L'un se tient sur le calcaire qui précède directement le ciel, à la tête de son troupeau et avance sifflant. Il a l'impression que le temps va durer pour toujours. Et soudain, il ressent le frisson. Le marin et son bateau sont sur une mer d'huile, il n'y a pas de menace à l'horizon et vogue. Mais lui aussi ressent l'étrange frisson. Si l'un et l'autre n'y font pas attention, le temps change en moins de 40 minutes. Le marin est emporté, chaviré et détruit. Le berger entend le bourdon des abeilles et la foudre qui tue la moitié de son troupeau. C'est pour ça que la Corse m'a donné 4,5 % de plus que les autres. Parce que vous êtes des visionnaires et que vous éprouvez le fameux frisson du temps qui va changer, en bien et en mal. ■

Propos recueillis par Jean-Paul MILLELIRI



PERSONNES ÂGÉES ET EN SITUATION DE HANDICAP

52 MILLIONS D'EUROS POUR UNE AMBITIEUSE POLITIQUE DE L'AUTONOMIE

Respect, soutien et accompagnement. Ce sont là les maîtres-mots du schéma directeur de l'autonomie 2022-2026 de la Collectivité de Corse (CdC), en faveur des personnes âgées et des personnes en situation de handicap que l'Assemblée de Corse a adopté lors de la dernière session de 2021, le 16 décembre dernier. Territoire fortement marqué par le vieillissement de sa population, la Corse devrait connaître une évolution de plus de 58 % des plus de 75 ans (contre 27 % sur le reste de la France) d'ici 2030, parmi lesquels on comptera quelques 21000 seniors dépendants. Il y avait donc urgence à agir afin de trouver comment accompagner ces publics au quotidien. Avec ce document, la CdC entend ainsi proposer un plan ambitieux où elle prend en compte les besoins et attentes des usagers, de plus en plus désireux de rester chez eux le plus longtemps possible, et propose des réponses aux besoins spécifiques du territoire, en prenant en compte les particularités sociétales, socioéconomiques et géographiques de l'île. Le schéma directeur de l'autonomie se veut ainsi structuré autour de cinq orientations stratégiques : « *Invechjà bè in casa soia* », qui vise à donner à chacun la possibilité de bien vieillir chez soi, en prévenant la perte d'autonomie et améliorant la qualité de l'accompagnement tout au long du parcours de vie ; impulser et accompagner la structuration d'une offre intermédiaire inclusive ; transformer l'offre médico-sociale existante, l'adapter à l'évolution des attentes et la rendre accessible ; fonder un nouveau pacte social autour de la citoyenneté pour un société corse plus inclusive ; renforcer l'ancrage territorial des politiques de l'autonomie et améliorer leur gouvernance. Ces orientations font chacune l'objet d'une déclinaison en actions opérationnelles à mettre en place dès 2022. Pour élaborer ce document, de nombreux mois de travail concerté et participatif aux côtés de l'Agence régionale de santé, des caisses de retraite ou encore des acteurs du parcours de vie des personnes âgées et handicapées et des représentants des usagers ont été nécessaires. Une démarche que la CdC a voulu volontariste, dynamique et prospective pour construire une politique de l'autonomie cohérente et renouvelée. Ce schéma directeur de l'autonomie représente un impact financier de l'ordre de 52 millions d'euros en mesures nouvelles pour la CdC. Un effort budgétaire sans précédent, qui traduit une volonté politique forte d'être à la hauteur des enjeux sociétaux du bien vieillir et de l'inclusion des personnes en situation de handicap d'aujourd'hui et de demain en Corse. ■ MP

DESSERTE MARITIME

COMPAGNIE TERRITORIALE, UN CHOIX RÉAFFIRMÉ

« **Le modèle de gestion actuel via des délégations de service public (DSP) est à bout de souffle et apparaît condamné puisque juridiquement indéfendable à Bruxelles** ». Le 16 décembre, lors de la séance de questions orales à l'Assemblée de Corse, Jean-Michel Savelli (Un Soffiu Novu) interpellait la présidente de l'Office des transports de la Corse (OTC), Flora Mattei. Souhaitant savoir quel est le modèle de gestion que l'exécutif souhaite mettre en œuvre pour la desserte maritime de la Corse, le conseiller territorial a rappelé que « *la DSP est une exception pour les instances européennes* » et que de facto « *cette situation doit amener la Collectivité de Corse à définir en urgence les contours d'un nouveau modèle* ». Et, a-t-il argué par ailleurs, « *La compagnie régionale que vous préconisez [...] n'a pas d'avenir possible puisqu'on serait dans un schéma encore plus éloigné du droit européen avec une gestion en direct des transports maritimes* ». Rappelant notamment que l'Italie pratique la DSP avec ses îles sans que la commission européenne y trouve à redire, Flora Mattei a souligné que c'est grâce à ce modèle que la Corse a par exemple pu continuer à être approvisionnée pendant les périodes de confinement. « *Nous continuerons à défendre auprès du gouvernement français et des instances européennes notre choix d'une compagnie territoriale, à capital majoritairement public, maritime. En ce qui concerne l'exploitation et la Sem d'investissement, nous demanderons à la commission européenne de nous dire en quoi ce modèle, qu'elle avait dans un premier temps accepté en son principe, pourrait contrevenir aux règles de droit européen. Nous sommes prêts à améliorer nos propositions afin de trouver la solution qui permettra de mettre fin aux risques que font peser les contentieux successifs sur la Corse, et plus largement à une situation dont notre île souffre depuis beaucoup trop longtemps* », a-t-elle ajouté avant de proposer la mise en place d'un espace de dialogue où les groupes de l'Assemblée pourront s'exprimer sur leur vision du modèle de gestion de desserte maritime à mettre en œuvre. ■ MP

PIB EN CORSE

LA CONSOMMATION TOURISTIQUE A PRIS DU POIDS

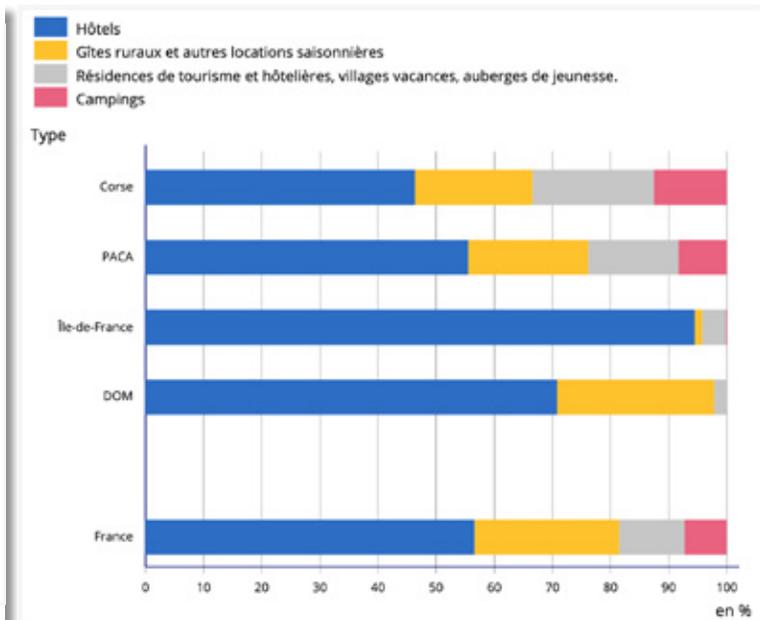
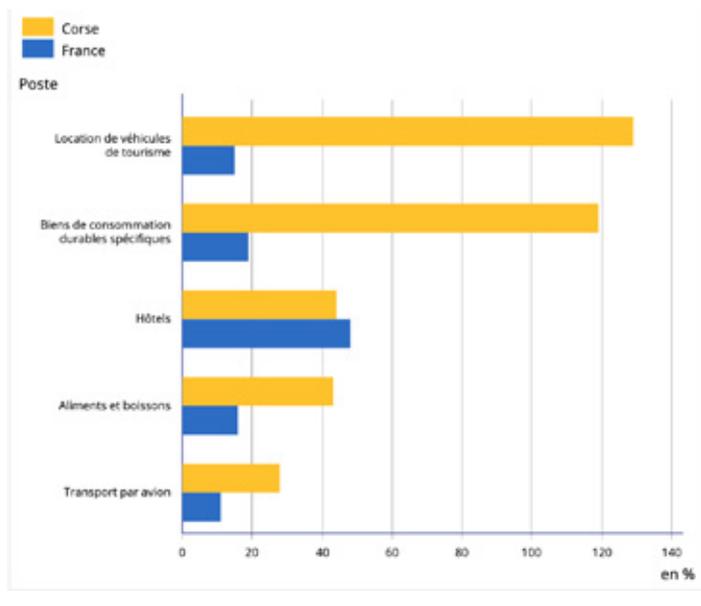


En 2017, selon l'Insee, la part du PIB en Corse liée à la consommation touristique frôlait les 39 %. Une hausse portée avant tout par le transport, puis les hébergements marchands ou la valorisation des nuitées en résidences secondaires, mais aussi les achats de biens spécifiques durables tels que camping-cars, en vue du séjour. Cela étant, certains secteurs, comme les hôtels, cafés et restaurants ou la culture ne drainaient pas autant de dépenses que dans le reste de la France.

38,9 %... C'était, indique une récente étude de l'Insee*, la part de PIB de la consommation touristique en Corse pour l'année 2017. C'est beaucoup ; cinq fois plus qu'en moyenne nationale et, entre 2011 et 2017, la consommation touristique régionale s'est accrue de 30 % en euros courants, soit trois fois plus qu'en moyenne nationale. Cela représente, en valeur, 3,4 milliards d'euros. Qui ne pèsent cela dit guère au regard des 19,9 milliards d'euros pour Paca, où la part du tourisme dans le PIB était de 13,1 % [2^e région après la Corse pour le poids du tourisme dans le PIB]. Ni même à côté des 6,3 milliards générés pour les Hauts-de France (4,2 % du PIB) ou des 7,5 milliards pour Grand Est (5,1 % du PIB). Principales bénéficiaires de cette « manne » [pour employer l'expression consacrée lorsqu'il s'agit de tourisme en Corse], les compagnies de transport non urbain (avion, bateau, autocar) qui, en 2017, représentaient le premier poste de dépense touristique : 26 % contre 21 % au niveau national. « Cela reflète une « insularité proche » par rapport aux Dom où cette part est encore plus élevée (31 %). En Paca, le poids du transport non urbain est de 19 %, soit 7 points de moins qu'en Corse. Enfin, en Île-de-France, la concentration du trafic aérien international et du réseau ferroviaire porte cette part à 34 % » précisent les auteurs de l'étude. Pour la Corse, le transport non urbain se partage entre transport aérien (21 points) et transport maritime (5 points). Avec 55 % de visiteurs arrivant par bateau en 2017, ce poids réduit du trafic maritime résulte en partie du fait que deux des trois compagnies assurant la liaison Corse-Continent localisent leurs salariés essentiellement en Paca. « Ces chiffres, explique l'Insee, proviennent de la régionalisation du compte satellite du tourisme, une estimation de la consommation touristique française selon les concepts de la comptabilité

nationale » et reposent sur la délimitation et l'identification du tourisme via des branches touristiques et d'autres dont l'activité l'est partiellement. La dépense est principalement estimée par tout ou partie du chiffre d'affaires (CA) des entreprises de la branche. Le compte national est ensuite régionalisé en fonction de la part des entreprises régionales dans le CA touristique total de la branche. Pour les entreprises pluri-régionales, le CA est régionalisé au prorata des effectifs régionaux. S'agissant du transport maritime, deux des trois compagnies maritimes positionnées sur les liaisons Corse-continent localisant leurs effectifs essentiellement en Paca, il s'ensuit une minoration de la dépense de transport maritime affectée en région, alors que 40 % de leurs salariés résident dans l'île. « Si ces 40 % d'effectifs étaient affectés aux établissements de Corse, le poids du maritime passerait de 5 % à 12 % de la dépense touristique et celui de l'aérien serait de 20 %. Le transport atteindrait donc 32 % de la dépense touristique ». Et le tourisme représenterait alors 40 % du PIB de l'île. Pour le transport aérien, dans lequel interviennent aussi des compagnies low-cost, et qui représente 21 % de la dépense touristique « la dépense est répartie entre région de départ et d'arrivée ».

Autre grand poste de dépense touristique, l'hébergement qui, dans le secteur marchand, génère 522 millions d'euros, soit 19 % de la dépense, et dont moins de la moitié bénéficiait aux hôtels : ils captaient 46,4 % des dépenses en hébergements marchands, soit plus de 10 points de moins que ce qui était constaté au plan national (56,7 %) et très en deçà de ce que captait l'hôtellerie dans les Dom (70,8 %) et l'Île-de-France (94,5 %). Même constat pour les gîtes ruraux et autres locations saisonnières déclarées qui représentaient 20,2 % en Corse contre une moyenne nationale de 24,7 % et jusqu'à



«La dépense touristique correspond à la consommation de biens et services acquis par ou pour les visiteurs (par exemple achat d'un titre de transport par un employeur pour un de ses salariés) durant ou en vue de leurs voyages ou excursions. Elle inclut ceux achetés durant leur voyage (à l'exclusion des biens acquis en vue de leur revente) et ceux achetés avant le départ s'ils sont par nature destinés au voyage (bateaux de plaisance, valises, etc.)»

27,1% dans les Dom. Les résidences, villages de vacances et les campings tiraient en revanche leur épingle du jeu par rapport à la moyenne nationale, avec respectivement 21% et 13% des dépenses d'hébergements marchands insulaires contre 11% et 7%. Quant aux résidences secondaires, la valorisation du service d'hébergement qu'elles offrent, considéré comme non marchand -dès lors qu'elles ne sont pas déclarées comme meublés de tourisme, quoiqu'elles puissent être louées à cet effet- représentait 20% de la consommation touristique en Corse contre 12% au niveau national, écart qui souligne, si besoin était, le poids des résidences secondaires en Corse. Si le poids du tourisme dans le PIB corse s'est accru de près de 8 points entre 2011 et 2017 alors qu'il était stable au niveau national (+ 0,4 point) et que la consommation touristique a augmenté en valeur de 30% dans l'île [contre 10% au niveau national], un tiers de la hausse insulaire tenait à la valorisation des nuitées en résidences secondaires [+ 61%].

L'insularité et la montée en puissance du transport aérien, ainsi que le fait que les réseaux de transports publics y restent limités, ont également conféré un poids plus important à la location de véhicules de tourisme en Corse. Ce secteur y représentait 10% de la dépense touristique contre 9% dans les Dom et seulement 2% en moyenne nationale et en Paca.

Poste de dépenses prospère, celui des achats de consommation durable spécifique [camping-cars, bateaux de plaisance, articles de voyage et de maroquinerie et matériel de sport spécifique aux lieux de vacances]. À ce titre, cela dit, l'Insee précise que «La dépense touristique correspond à la consommation de biens et services acquis par ou pour les visiteurs (par exemple achat d'un titre de transport par un employeur pour un de ses salariés) durant ou en vue de leurs voyages ou

excursions. Elle inclut ceux achetés durant leur voyage (à l'exclusion des biens acquis en vue de leur revente) et ceux achetés avant le départ s'ils sont par nature destinés au voyage (bateaux de plaisance, valises, etc.)». En valeur, ces achats réalisés avant d'arriver en Corse se chiffraient à 240 millions d'euros et représentaient 8,9% de la dépense touristique. C'est à peine moins que les dépenses faites dans les restaurants et cafés de l'île [247 millions d'euros, 9% de la dépense contre une moyenne nationale de 11% et de 14% en Paca] ou que les achats d'aliments et boissons hors cafés et restaurants [287 millions d'euros, 10,6% de la dépense ce qui est supérieur à la moyenne nationale, de 8,8%]. Mais c'est bien plus que les dépenses pour l'achat de produit locaux, souvenirs et cadeaux qui représentent 172 millions d'euros et 6,4% de la dépense. Et surtout, c'est 60 fois la dépense réalisée dans les musées, spectacles et autres activités culturelles qui ne représentaient que 4 millions d'euros et 0,1% de la dépense contre une moyenne nationale de 1,7%, tirée il est vrai par l'Île-de-France [3,1%], les Dom enregistrant cela dit 0,7% et Paca 1%. De même, avec 28 millions d'euros et 1% de la dépense, les services culturels, sportifs et de loisirs faisaient moins recette en Corse qu'ailleurs puisqu'ils représentaient 6% de la dépense touristique à l'échelon national et jusqu'à 7% en Île-de-France et dans les Dom. Certains choisiront d'y voir un manque d'offre en la matière. D'autres le signe qu'en dépit des politiques successives visant à repositionner la destination, la Corse semble vouée à attirer ceux qui, une fois réglées les questions de transport, nourriture et hébergement, veulent avant tout «profiter» de manière «autonome» du soleil et de la nature. ■ EM

*Insee analyse Corse N° 35, par Antoine Luciani et Magali Bonnefont.



BIODIVERSITÉ

Redécouvrir et cultiver les anciens fruitiers nustroli

Poiriers, pommiers, pêchers, figuiers ou encore cerisiers et pruniers : réalisé dans le cadre d'un partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays ajaccien (Capa), la pépinière de la Collectivité de Corse, la Communauté de communes de l'Oriente et l'association Tempì fà, un ouvrage invite à redécouvrir les variétés fruitières anciennes de Corse. Il met en évidence le travail entrepris par les partenaires depuis 2018, afin de collecter, grâce notamment au concours de la population, des essences anciennes pour les conserver et les réintroduire dans les vergers. En effet, ces espèces anciennes, bien adaptées aux spécificités du territoire, semblent plus résistantes aux maladies et pourraient donc contribuer à sécuriser la production alimentaire locale. De plus, le choix de privilégier la plantation d'espèces locales présente, outre un aspect écologique et éthique, un avantage économique : l'approvisionnement engendrera moins de dépenses à long terme. C'est pourquoi, dans le cadre du partenariat, il a été décidé d'expérimenter le développement de vergers composés d'essences anciennes, complétés par des systèmes maraîchers agroforestiers. C'est ainsi, par exemple, que l'expérimentation servira de support de travail à l'espace test agricole en mis en place depuis le début de l'année 2021 par la Capa et où, d'ores et déjà, certains de ces arbres ont été plantés. Les testeurs, apprentis agriculteurs, vont les entretenir et les faire croître tout en expérimentant la technique de l'agroforesterie, qui vise à améliorer la production des parcelles en optimisant les ressources des milieux. Publié par les éditions Alain Piazzola, l'ouvrage, présenté en avant-première le 17 décembre 2021 dans les locaux de la Capa, est attendu en librairies pour le premier trimestre 2022. Outre la recension des essences anciennes et quelques recettes, il rend hommage à celles et ceux qui ont œuvré pour la préservation et la transmission de ce patrimoine. ■ AN

PTIC

Le Grand Bastia signe ses premiers contrats de financement

150 millions d'euros sur les 500 millions d'euros disponibles. C'est le montant de l'enveloppe du Plan de transformation et d'investissement pour la Corse (PTIC) disponible pour le Grand Bastia et acté en avril 2021, non sans passe d'armes entre majorité nationaliste et Etat. Le 21 décembre 2021, François Ravier, préfet de la Haute-Corse, Louis Pozzo di Borgo, président de la Communauté d'agglomération de Bastia (Cab) et Pierre Savelli, maire de Bastia, ont signé les premiers contrats de financement PTIC pour le territoire. Pour la Cab, les financements via le PTIC à hauteur de 59 % et 53 % vont permettre la réalisation d'un tiers-lieu de 1800 m² dédié à l'entrepreneuriat sur le port de Toga et la création du centre technique et administratif de la collectivité dans le secteur d'Erbajolo ; montant total des deux projets : 10,7 millions d'euros. Si le centre technique a pour objectif d'améliorer les conditions de travail des agents et de les mutualiser avec ceux de la ville de Bastia, le tiers-lieu a une vocation plus économique, il vise à redynamiser le port de Toga situé au nord de Bastia, resté trop longtemps dans un état végétatif, avec l'objectif de faire revenir des entreprises et contrer « une migration des richesses vers le sud » comme l'a rappelé le président de la Cab. Pour François Ravier, ce projet s'inscrit dans une « dynamique de projet » et « d'acquisition de friches » avant de préciser que dans cette opération « nous sommes situés dans l'optique du PTIC et dans l'équilibre économique » et de rappeler que la Haute-Corse compte près de 12 000 entreprises qui « ont besoin de services ».

En ce qui concerne les contrats PTIC signés avec la commune de Bastia, il s'agit pour l'instant de soutenir financièrement trois projets autour du vieux port pour un montant total de 15,3 millions d'euros : l'aménagement de l'anse du port avec à terme la piétonisation de ce dernier, mais aussi le projet d'A Casa i u Mare pour lequel la ville de Bastia veut acquérir le bâtiment des Affaires maritimes, et la rénovation du Palais Caraffa à des fins patrimoniales. Cette dernière rénovation via le PTIC s'inscrit également dans le cadre du programme souhaité par la ville pour sa candidature au label de Capitale européenne de la culture 2028. ■ JE

Les chiffres de la semaine

20 %

des Français souhaiteraient supprimer les trolls de l'environnement numérique, selon un sondage réalisé par NordVPN, fournisseur de services VPN, auprès de 8 800 personnes dans 9 pays. Les Britanniques (45 %), les Polonais (42 %) et les Australiens (42 %) sont ceux qui souhaitent le plus éliminer les trolls d'Internet. Avec la France, l'Allemagne (18 %) et les Pays-Bas (21 %) sont les pays qui affichent la plus grande tolérance à leur égard.

Les chiffres de la semaine

268

euros ht/habitant, c'est le coût du service public de gestion des déchets ménagers en Corse en 2020 pour une production moyenne de 677 kg/habitant, déchets issus du tourisme compris, indique l'Observatoire des déchets ménagers de Corse. Sur ce montant, 159 € concernent les ordures ménagères ; 37 € portent sur le tri ; 33 € vont aux recycleries et 39 € aux autres flux. La moyenne nationale du secteur touristique est de 152 €/habitant pour 835 kg/habitant.

Les chiffres de la semaine

349 000

euros d'aides alloués à deux projets de rénovation en Corse via le Loto du patrimoine 2021. Pour la Corse-du-Sud, 49 000 € vont au projet de sauvegarde de la tour génoise de la Parata, à Ajaccio, ouvrage défensif édifié en 1550-1551. Et pour la Haute-Corse, 300 000 € vont récompenser la première tranche des travaux de rénovation du couvent de Morosaglia qui portent sur la restauration de la toiture et de la façade de cet édifice religieux du XVII^e siècle.

Annonces légales

**TRANSMETTEZ
VOS FICHIERS AU FORMAT WORD**



vosre contact : **Albert TAPIERO**

☎ 04 95 32 89 92 / 06 41 58 40 23

al-informateurcorse@orange.fr

ÎLOT DE LA POSTE À BASTIA La municipalité a acté la cession

Le feuillet de l'îlot de la Poste est venu clôturer le dernier conseil municipal bastiais de l'année. Les élus étaient invités à se prononcer sur la cession de cet ensemble immobilier de près de 13 000 m² situé en plein cœur du centre-ville de Bastia. Cette cession a été actée par la majorité nationaliste qui a retenu l'offre de la SAS Antoniotti représentant un groupement d'acteurs économiques, pour un montant de 3,2 millions d'euros. Cette vente au profit d'acteurs économiques privés devrait permettre la poursuite du projet structurant qui se trouve dans les cartons de la municipalité bastiaise depuis 2014, date de la demande de préemption par la ville. L'îlot avait été acquis par la municipalité en début d'année 2021 pour un montant total de 3,8 millions d'euros. Si, en cédant cet immeuble, la ville perd 600 000 euros dans la transaction, ce qui lui a été reproché par les élus d'opposition d'Unione Per Bastia et Un futur pour Bastia qui ont voté contre, Pierre Savelli, maire de Bastia se dit confiant sur l'opération financière. Il espère récupérer près de 800 000 euros de taxe d'aménagement et 350 000 euros d'occupation du domaine public. « Nous sommes entre 10 % et 20 % de moins que le prix fixé par le pôle d'évaluation domaniale des Finances publiques, cela est permis par le règlement. Nous ne donnons pas, nous vendons » explique-t-il avant d'égrener les détails du projet. La construction de 700 m² de commerce, un hôtel de 6 chambres, les locaux de La Poste et de France 3 Corse Via Stella, 56 logements, des locaux et un parking de 300 places en sous-sol. L'opposition a fustigé un projet sans ambition, qui manque de vision, pour lequel la ville « perd la main sur un espace stratégique ». François Tatti, élu d'Unione Per Bastia, expliquera « qu'au bout d'un parcours de six ans dont le but était d'en faire un espace stratégique, on se retrouve avec des logements et un hôtel ». Les élus d'opposition plaidaient plutôt en faveur d'un centre de congrès et d'affaires. François Tatti émet également des doutes quand à la faisabilité du parking en sous-sol pour des raisons techniques. Du côté de la majorité, on espère une sortie de terre du projet dans les cinq ans à venir. ■ JE



RÉNOVATION URBAINE À AJACCIO

Les travaux du cours Napoléon réalisés à 60 %

Entamée en juin 2020, la rénovation du cours Napoléon, dont le montant total est estimé à 4 millions d'euros, est à ce jour réalisée à 60 %. Le chantier, interrompu depuis 17 décembre 2021 à l'occasion des fêtes de fin d'année, reprendra le 3 janvier 2022. Les travaux se poursuivront courant 2022 autour de trois zones. Le côté pair de l'artère devrait être finalisé à l'été 2022. Le chantier porte à la fois sur la création d'un réseau d'eau pluviale, la rénovation et la modernisation de l'éclairage public en privilégiant l'usage de candélabres et de lanternes LED à basse consommation d'énergie, le remplacement du revêtement du sol au profit de dalles en granit ocre, ainsi que le remplacement du mobilier urbain, la création de trois plateaux traversants dans les secteurs de la préfecture, de St Roch et de la place Abatucci et la plantation de plus d'une centaine d'arbres d'alignement qui devrait débiter fin janvier 2022 dans le secteur compris entre le carrefour du Diamant et l'église Saint Roch. ■ AN



Les chiffres de la semaine

61%

d'augmentation entre 2020 et 2021 sur le nombre de recherches pour la location ou l'achat d'un logement dans la zone Méditerranée sur le site spécialisé Bien'ici. Les 2/3 des recherches d'achat concernent une maison, les 2/3 des demandes en location portent sur T2 ou un T3. Sur l'ensemble de la métropole, la demande a augmenté de 46 %. Les recherches en Corse ont progressé de 52 % dont + 60 % pour un achat de maison de plus de 80 m².

Les chiffres de la semaine

103 824

personnes ont transité par les ports de Corse entre le 1^{er} et le 30 novembre 2021, contre 33 083 en novembre 2020, soit une variation de + 231,97 %, indique la CCI de Corse. En cumul sur 11 mois, depuis le 1^{er} janvier 2021, le trafic passagers s'établit à 2 938 977 personnes, soit + 32,09 % par rapport à 2020; cette augmentation concernant le trafic national régulier (+ 31,27%) comme le trafic international régulier (+ 34,58%)

Les chiffres de la semaine

66%

des Français fêteront ce Noël 2021 et 48 % célébreront le Nouvel An, selon un sondage réalisé par Moovit, spécialiste en applications de planification de trajet, auprès de 4 650 de ses utilisateurs en France. Parmi ceux qui ne prévoient aucune fête de fin d'année, près d'un 1/3 invoquent la pandémie comme raison principale. Et 19 % des sondés jugent qu l'apparition du nouveau variant Sars-CoV-2 affecte leurs déplacements pour cette fin d'année.

LA FERME DE CASELLA

RENOUER AVEC LA DYNAMIQUE AGRICOLE DE BONIFACIÓ





Aujourd'hui, on tend à ne voir Bonifacio que comme une destination touristique. C'est oublier trop vite une longue tradition d'éleveurs, maraîchers, oléiculteurs ou vigneron et la générosité de terres qui n'ont pas forcément vocation à être transformées en lotissements. C'est avec cette tradition que Sylvie Adani et Sébastien Duval ont voulu renouer en créant la ferme de Casella.

Au premier regard, ça ne saute pas forcément aux yeux. Aujourd'hui ville touristique, Bonifacio possède cependant une longue tradition de bergers, éleveurs, maraîchers ou vigneron. Les fromages, principalement des tommes, ont fait la renommée de la pieve. Ses vins étaient une référence. De l'île de Cavaddu au Francolu, de Ventilegne à Santa Manza en passant par la Trinité, on retrouve leurs traces sur tous les alentours de la cité. Les baracun, qui sont en quelque sorte les caseddi bonifacien, sont les témoins de cette activité qui rythmait autrefois la vie de Bonifacio : on en dénombrerait plus d'un millier ; ce qui démontre, si besoin était, la dynamique agricole qui régnait jusqu'à une certaine époque, finalement pas si lointaine.

Loin des strass et des paillettes qui caractérisent désormais l'extrême-sud, loin de la carte postale éculée des boîtes de nuits, bars ou restaurants qui font la vie de la pieve cinq mois dans l'année, des femmes et des hommes demeurent le symbole de cette terre rurale, le fer de lance d'un pan de l'économie, essentiels à la survie d'un cadre et d'un mode de vie. Mais ils sont aussi de ceux qui ont, de part la qualité de leur travail, leurs engagements et leurs produits, perpétué un certain savoir-faire qui a aussi contribué à la renommée de la région. Le plus souvent héritiers d'une longue tradition familiale, ils ont su relever le défi de conserver un certain art de vivre. D'autres, comme Sébastien et Sylvie ont tout recommencé à zéro. En effet, au début du XIX^e siècle, l'arrière-grand-père de Sylvie, Félix, issu de l'une des plus anciennes familles bonifaciennes, exploitait 14 ha de terrains : porcs, vaches et maraîchage. Les fruits de son labeur étaient ensuite revendus dans la citadelle par son épouse, Catherine « dite Ninine », dans la boucherie et la petite épicerie familiale. Puis, au fil du temps, la société

bonifacienne s'est transformée, les terrains ont été divisés, les héritiers ont changé de branche d'activité et le maquis a fini par s'installer. Jusqu'à ce que ce la jeune femme décide, avec l'aide de son compagnon, de remettre ses pas dans ceux de ses aïeux. En retraçant l'histoire familiale et en redonnant à ces terrains leur vocation première.

Installés à deux pas de la fameuse plage de Cara Lunga, leur exploitation de porcs nustrale et leur « jardin » représentent un sacré défi.

« Notre exploitation s'étend actuellement sur 1,5 ha pour la porcherie, et à peu près 1500 m² pour le jardin. L'aventure a débuté en avril 2020, date à laquelle nous avons acheté nos premières bêtes, un verrat et six truies de race nustrale chez Maxence Finidori. Un an et demi après, nous avons 80 bêtes. Quant au jardin, nous produisons exclusivement des légumes d'été : tomates, courgettes, aubergines... explique Sébastien Duval, solide normand amateur de rugby et pétri d'authenticité. J'ai grandi dans une ferme. Ensuite, mon parcours professionnel m'avait conduit dans la restauration, et on peut dire qu'il y avait une sorte de continuité. J'ai toujours gardé en mémoire cette enfance à la ferme, et, quelque part, il y avait toujours dans un coin de ma tête ce rêve d'enfant de reconstruire la ferme de mes jeunes années »

« Au cours de nos réflexions, nous avons d'abord pensé à planter des oliviers et installer des ruches, précise Sylvie Adani. Cependant pour diverses raisons, notamment de moyens et de contraintes naturelles liées à la configuration des terrains, on s'est orientés vers le maraîchage. Puis on s'est aperçus que, sur le territoire bonifacien, il n'y avait pas d'élevage de cochons afin de produire de la viande. Et compte tenu de l'histoire familiale, la filière porcine nustrale apparaissait une



Photos Xavier Lorenzi

«On a en quelque sorte remis le maraîchage et les cochons à l'endroit où ils se trouvaient au début du xx^e siècle et rendu aux terrains leur vocation première».

bonne idée. On a en quelque sorte remis le maraîchage et les cochons à l'endroit où ils se trouvaient au début du xx^e siècle et rendu aux terrains leur vocation première. Mon papa aimait à me raconter sa vie d'enfant à Bonifacio, les souvenirs de son grand-père aux champs, les anecdotes de la vie d'autrefois. Et donc avec Sébastien, dès qu'on en a eu la possibilité, nous n'avons pas hésité une seconde à nous investir dans ce projet.»

Malgré la passion et la volonté, les débuts n'ont pas été de tout repos. Le terrain mis à disposition par la famille avait été abandonné pendant plus de 80 ans. Démaquisage, clôture et travaux divers ont été nécessaires. Parallèlement, Sylvie a suivi une formation pour adultes au lycée agricole de Sartène afin de passer le BPREA puis pouvoir s'installer en tant que jeune agricultrice.

«Pour notre part, nous nous orientons plutôt vers la production de viande plutôt que la fabrication de charcuterie» indique Sébastien. *«D'abord pour une raison très simple: on ne pourrait pas installer un séchoir traditionnel à Bonifacio. La seule solution s'offrant à nous dans cette hypothèse serait d'acquérir un séchoir mécanique, ce qui ne serait pas compatible avec notre démarche et ferait perdre tout sens à notre engagement. On perdrait ce côté traditionnel qui est la caractéristique et ce qui fait la qualité et la réputation de la charcuterie AOP. Dans un second temps, notre terrain n'est pas adapté à la transformation en charcuterie du fait de la présence d'oliviers. L'ingestion d'olives rend la viande trop grasse, l'huile reste dans le muscle même en séchant et donc, cela donne un goût rance lorsque la pièce de porc sèche. À l'inverse, pour la viande fraîche, cela donne un fumet particulier. Enfin, à Bonifacio, personne n'a jamais fait du porc nustrale pour la viande. S'il y a déjà des cochons sur la commune, c'est*

exclusivement pour la transformation en charcuterie. C'est pour cela que nous nous spécialisons dans les travers de porc, les saucisses ou le boudin tout en faisant quand même de la charcuterie cuite, tel que le fromage de tête, des terrines ou des rillettes»

Cependant, dans cette configuration, le jeune couple fait face à une difficulté de taille. *«Pour tout le sud de la Corse, il n'existe que deux abattoirs principaux: un à Cuttoli et un à Bastelica, rappelle Sylvie. Il y en a un troisième, plus petit, à Porto-Vecchio mais on ne peut y amener que des porcelets de 20 kg maximum. De plus, outre le problème du transport depuis Bonifacio, actuellement, les abattoirs ne sont pas ouverts l'été et ne sont fonctionnels qu'en période de charcuterie. Cuttoli devrait ouvrir à l'année pour développer la filière viande fraîche, mais pour le moment on ne peut faire abattre qu'en hiver. Il y aurait bien la possibilité d'agrandir celui de Porto-Vecchio mais ce n'est pas à l'ordre du jour à court terme. Et en hiver la demande est tellement importante que l'on a du mal, certaines semaines, à obtenir un rendez-vous pour amener nos bêtes. C'est dommageable car c'est un frein non seulement pour nous, mais à plus grande échelle pour des jeunes qui veulent aussi s'installer».*

Autre obstacle que Sébastien et Sylvie ont dû surmonter, et qui se posera encore à terme dans la perspective d'un développement futur: le foncier. Sujet ô combien brûlant et d'actualité. Car en effet, pour une installation, une surface minimum d'installation [SMI] est requise. Et de cette SMI découlent les aides pour une première installation dédiées aux jeunes agriculteurs. Pour une installation porcine de la taille de celle de Sébastien et Sylvie, ces derniers devaient en effet bénéficier d'un bail portant sur un terrain d'au moins 20 ha, largement au delà des 1,5 ha dont ils disposaient dans le cadre des terrains



«Il y a donc un décalage énorme entre l'investissement, les frais, et le moment où l'on commence à récolter les fruits de notre travail et à pouvoir en vivre».

familiaux. «Après mon BPREA, on s'est donc attelé à trouver une parcelle agricole en location. Soit les personnes que l'on démarchait ne souhaitent pas vendre ou louer, espérant que leur parcelle devienne un jour constructible, soit, lorsque l'on trouvait, les prix étaient exorbitants», se désole Sylvie. Ce qui, renchérit Sébastien «est d'autant plus dommage pour nous que, sur le territoire bonifacien, lors d'une dernière commission qui a recensé les terrains agricoles, on s'est rendu compte que dans la majorité des terrains laissés en friche, il y avait énormément de chênes, ce qui pour affiner notre viande, le dernier mois d'élevage avant abattage, était un atout supplémentaire pour lui donner une qualité supérieure». «Nous avons donc opté pour le statut d'agriculteurs aînés, qui n'ouvre absolument aucun droit à de quelconques aides. C'est grâce à la famille qui nous a laissé ce bout de terrain que nous avons pu débiter l'exploitation, souligne Sylvie. Et en utilisant exclusivement nos fonds propres, les économies que nous avons. Il faut savoir que dans le cadre d'un élevage nustrale, il faut un minimum de 18 mois d'élevage avant de pouvoir transformer. Soit quasiment trois fois plus de temps que pour un cochon rose. Il y a donc un décalage énorme entre l'investissement, les frais, et le moment où l'on commence à récolter les fruits de notre travail et à pouvoir en vivre. Il faut compter trois ans entre la naissance et la vente sur un cochon. C'est pour cela aussi que nous avons développé le maraîchage afin de dégager des fonds nous permettant d'assurer les frais liés à l'exploitation. Et depuis cette année nous avons également pu faire les rillettes, nos terrines et nos premières saucisses». Cela n'arrête pas les deux jeunes éleveurs qui ne manquent pas de projets pour développer leur exploitation. Tout d'abord, ils vont pouvoir bénéficier d'un nouveau terrain familial, laissé gracieusement à leur disposition par le père de Sylvie

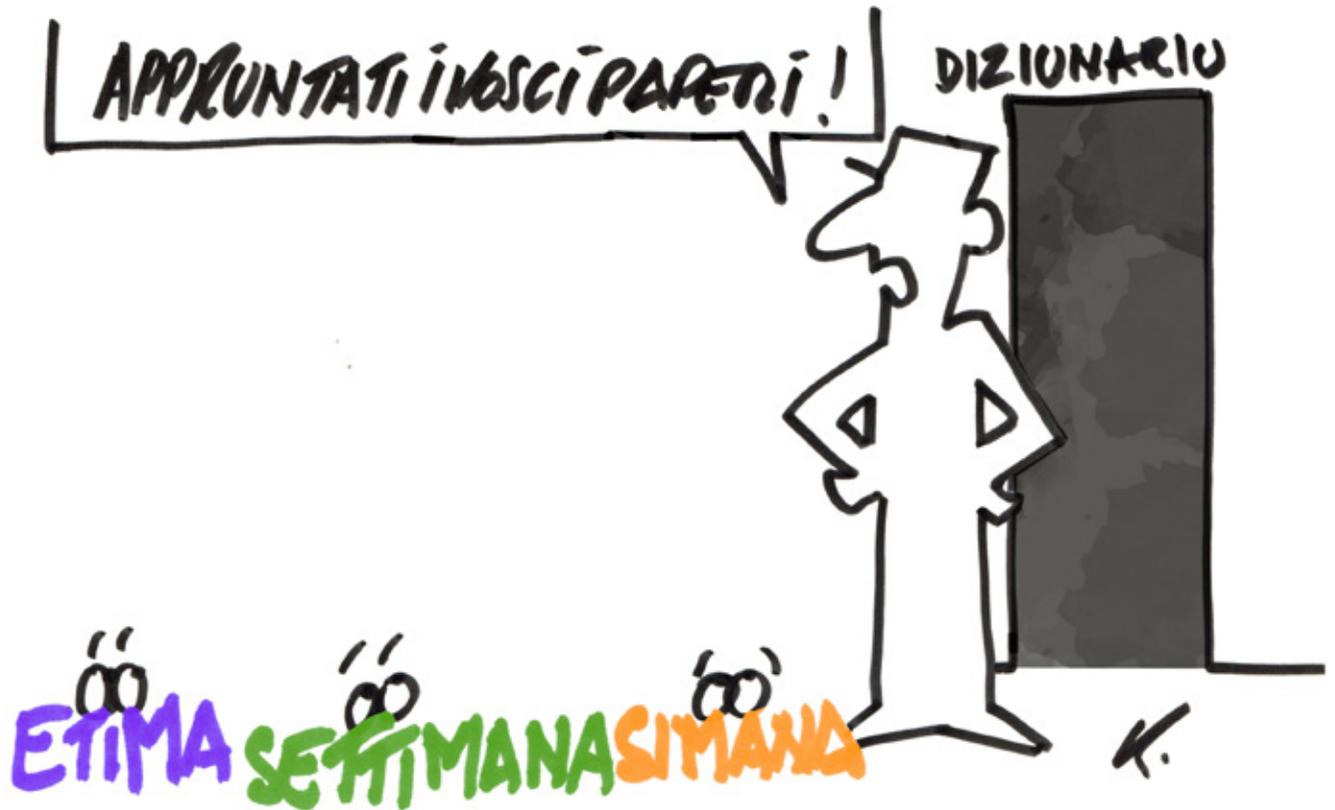
et qui portera l'exploitation porcine à 6 ha et le maraîchage à 5000 m². Les produits de la ferme de Casella, hors viande, sont aussi d'ores et déjà présents sur les étals des marchés de la pieve. Rillettes, terrines, confitures, tapenades, ravissent déjà le palais des amateurs de productions locales et de qualité. Un circuit court, de la ferme à l'assiette, qui est une alternative viable à la consommation de masse.

«Dans le cadre du statut d'agriculteurs aînés, les prochains investissements peuvent être financés à hauteur de 40 % maximum. Ce sont des subventions sur factures acquittées mais cela nous permettra quand même de développer notre ferme, anticipe Sébastien. Nous disposons déjà de notre propre laboratoire pour la transformation. À terme, nous voulons vendre des caissettes de 5 kg de viande, aux particuliers, restaurateurs ou vendre les pièces aux bouchers de la région. Pour cela, nous misons sur un cheptel de 150 porcs afin d'en transformer une cinquantaine par an. Enfin, à moyen terme, nous voudrions ouvrir une table d'hôte, située sur l'exploitation, sur le modèle de l'agrotourisme, toujours dans cette philosophie de circuit court, directement du producteur à l'assiette, aussi bien pour la viande que pour les fruits et légumes.»

La ferme de Casella est un défi pour l'avenir. Mais nul doute qu'avec la motivation qui anime Sylvie et Sébastien, elle pourrait être un exemple pour d'autres jeunes qui voudraient s'installer sur le territoire bonifacien. Déjà, elle démontre que des alternatives aux modes de consommation modernes existent, qu'un autre développement est possible. Elle met aussi en évidence l'antagonisme économique, social et culturel qui oppose la spéculation foncière et immobilière, le profit immédiat à un développement raisonné du territoire, basé sur le respect de l'environnement, le travail, la mise en valeur de la terre et le respect d'un certain mode de vie. ■ Xavier LORENZI

LA CHRONIQUE DE JEAN CHIORBOLI

L'OBSESSION DE LA LANGUE IDENTITAIRE



L'identité de la langue pourrait être définie comme l'ensemble complexe des données caractéristiques et fondamentales qui permettent son identification et garantissent son authenticité. Le but avoué n'est pas de travailler à la construction d'un modèle de langue. Pour la majorité des écrivains, «engagés» notamment, la langue corse existe, c'est une conviction, un postulat qui rend superfétatoire le travail des linguistes. Le travail sur la langue consisterait simplement à la restituer de manière la plus fidèle possible, conformément aux caractères intemporels et donc éternels de son identité, de son «génie». Si cette dernière affirmation est parfois contestée, il y a (du bout des lèvres) un accord pour rejeter toute idée de hiérarchie entre les variétés régionales (en général appelées dialectes) constitutives de la langue corse. En fait aucune variété identifiée, aucun auteur d'aujourd'hui ou d'hier ne constitue la norme ou le modèle de base d'un hypothétique «standard» [le règlement du concours de recrutement des professeurs certifiés, le Capes de corse, stipule: «*aucune variété ne sera privilégiée*»]. Les langues polynomiques sont des «*langues dont l'unité est abstraite et résulte d'un mouvement dialectique et non de l'ossification d'une «norme unique», et dont l'existence est fondée sur la décision massive de ceux qui la parlent de lui donner un nom particulier et de la déclarer autonome des autres langues reconnues*» [Marcellesi J.B. 1983]. Le corse semble représenter une exception unique, au point qu'on se demande si la «polynomie» ne serait pas en réalité un choix tactique, une étape provisoire vers le but stratégique de la langue standard

«monomique» qui caractérise aujourd'hui toutes les langues statutaires. Seules sont «statutaires» les langues qui font l'objet d'un enseignement obligatoire au moins à l'école élémentaire: ce n'est pas le cas du corse qui a une position intermédiaire de «*langue non-encore statutaire*» [Banfi E. 1993]. À terme il pourra donc intégrer le premier groupe, celui des langues statutaires, ou bien le dernier, celui des langues disparues.

Se développe actuellement une phase de diffusion qu'il faut bien appeler normative, à l'initiative des autorités académiques et politiques, avec la distribution dans les écoles d'instruments didactiques et des financements publics. Les acteurs en sont les groupes ou les individus isolés qui mettent sur le marché linguistique des néologismes (de nécessité ou «de luxe»), parfois des termes archaïques employés dans des acceptions ou des contextes nouveaux, sans qu'il soit toujours possible de savoir s'il s'agit de création totale ou partielle, d'archéologie linguistique, ou d'emprunts plus ou moins déguisés à d'autres langues. On assiste à une codification qui ne dit pas son nom, déguisée et désordonnée. Les grammaires corses, qu'elles se disent normatives ou descriptives, font des choix et prononcent des exclusions à l'égard de certaines expressions, pourtant fréquentes et légitimes (nous en donnerons ici un exemple). Cette sorte de régulation linguistique produit des effets positifs (développement de la langue et de son statut, renforcement du sentiment identitaire) et des effets négatifs (répression abusive, incohérence normative, insécurité linguistique).

On a la construction d'un modèle linguistique comme on a celle d'un modèle économique, considéré comme plus ou moins « identitaire », c'est-à-dire authentique, durable, soutenable.

ENTRE LE MARTEAU DU FRANÇAIS ET L'ENCLUME DE L'ITALIEN

L'usage corse est aujourd'hui influencé par deux types de normes : celles qui lui viennent du contact massif avec le français, et celles qui sont promues par les « opérateurs linguistiques ». Ceux-ci tendent à promouvoir, par une insécurité qui prend la forme de la « gallophobie », des normes hétérogènes, inspirées non pas directement par un contact de langues mais par un « contact de modèles », notamment un modèle italien aujourd'hui mal connu des Corses, avec comme résultat de nombreux phénomènes d'hybridation. Nous avons pu parler d'une « seconde toscanisation », une « italianisation moderne » savante et récente, à une époque où la langue italienne n'est plus en Corse qu'un souvenir plus ou moins nostalgique. À cela il faudrait ajouter la tendance à l'écart maximum par rapport aux langues concernées, avec comme conséquence l'éclosion d'un mode d'expression ésotérique, qui revendique l'hermétisme comme un gage d'authenticité et qui a droit de cité surtout dans les médias : nous en donnerons aussi prochainement des exemples.

Cette opposition entre usage linguistique vivant et pratiques observables dans la « communication institutionnalisée » [Corbeil J.-C. 1983] écrite et formelle, est une constante pour toutes les langues modernes. On a la construction d'un modèle linguistique comme on a celle d'un modèle économique, considéré comme plus ou moins « identitaire », c'est-à-dire authentique, durable, soutenable. Bien que le vocabulaire ne soit pas le plus significatif pour évaluer les tendances de l'évolution de la norme, il offre de nombreux exemples aptes à illustrer notamment la règle de l'écart maximum.

ETIMA, LA SEMAINE IDENTITAIRE

Pour désigner une période de sept jours, plusieurs mots sont employés en corse : *settimana*, *simana*, *etima*. Dans un concours de formes linguistiques identitaires, la palme reviendrait incontestablement à *etima* [*eddima*, *edima*], d'abord parce que cette variante semble aussi éloignée que possible du français semaine et de l'italien *settimana* [mais en italien ancien et régional on a *mezzedima* « mercredi »].

On pourra bien sûr dire *sittimana* en appliquant de manière systématique la règle de l'alternance vocalique [qui porte aussi le beau nom identitaire de *svucalatura*] : mais le spectre de l'influence italienne demeure. Quant à *simana* [*simmana*], la forme a le tort de trop ressembler au français, certains lexicographes la tolèrent, d'autres entendent la proscrire comme gallicisme : « *simana*, usato da qualche malparlante, è inutile e strambo francesismo » [Filippini A.F. 1999]. Pourtant aussi bien *settimana* que *simana* sont régulièrement issus [après syncope et assimilation] du latin *SEPTIMANA*. Du point de vue phonétique la variation *settimana/simana* s'explique à peu près de la même manière que la variation *pudarà/purrà* [« il pourra »]. Quel sens y aurait-il à sanctionner la forme corse *purrà* au motif qu'elle est trop proche du français « pourra » ? On notera que le prétendu gallicisme n'est pas en usage dans certains parlers comme le bastiais, souvent cité comme

un parangon de sabir infâme. Or les Bastiais disent *settimana* : on a donc ici une variation géographique interne qui [une fois n'est pas coutume] a peu de choses à voir avec l'influence du français, même si la nouvelle langue dominante a pu renforcer un usage existant auparavant : mais serait-ce une raison suffisante pour le condamner ?

Simana est par ailleurs la seule forme usitée dans certaines régions comme la Balagne, dont tous les habitants ne sauraient être jugés comme des « malparlants ». Ainsi Alfonsi T. 1932, né en 1861, italophile et pourfendeur invétéré de gallicismes ne connaît pourtant que *simana*. De nombreux auteurs emploient *simana*, à commencer par l'auteur sudiste de *A predica di a Rustaghja*, Monseigneur De la Foata P.M. [1973], né en 1817. On rappellera aussi que la forme incriminée est attestée dans des parlers l'influence française directe n'est pas évidente : *semmana* est attesté en ancien italien, en pisan ou à l'île d'Elbe notamment, et *simana* est aussi sicilien ou calabrais. Les lexicographes, de Falcucci F.D. 1972 [né en 1835] à Marchetti P. 2001 [qui écrit en 2001], indiquent à propos de *etima* qu'on ne peut l'employer qu'avec le démonstratif [par exemple *st'ed-dima* *chi vene* « la semaine prochaine »]. Malgré cela, l'emploi récent de cette forme tend à se généraliser même dans des contextes où il devrait être proscrit, au point que les formes concurrentes, ultramajoritaires à l'oral, tendent à disparaître à l'écrit. Les emplois de *etima* sans qualificatif sont extrêmement rares avant le Riacquistu : *etima santa* « semaine sainte » [De La Foata], *U dettu di l'etima* [Sicurani J. 1991]. On pense ici à « vacancelle », la « fin de semaine » québécoise, que le ministre français Toubon avait proposé [sans succès] en remplacement de « weekend » : aujourd'hui en corse on emploie dans ce sens un dérivé de *dumenica* « dimanche » : *duminicata*, qui englobe aussi le samedi...

MORALITÉ?

La réalité est que dans toutes les langues on peut trouver diverses strates correspondant à diverses époques de l'histoire ; que toutes ces strates sont constitutives de l'identité, même si on peut essayer par divers moyens « glottopolitiques » [Guespin L./Marcellesi J.B. 1983] d'agir sur le comportement verbal d'une communauté, dans un sens que l'on croit plus ou moins identitaire. Est-ce que *simana* est complètement réhabilité une fois que l'on a démontré que son évolution du point de vue de la phonologie historique est des plus régulières, qu'il est anciennement attesté [italien ancien ou roman commun] y compris dans des parlers considérés comme à l'abri de l'influence française moderne ? Rien n'est moins sûr, car on ne parle pas seulement pour être compris ! Est-ce à dire que le jugement porté sur l'identité est totalement subjectif, et que ce qui prime c'est la « volonté populaire » [Kloss H. 1987], c'est-à-dire l'auto-détermination [par la communauté elle-même] du caractère distinctif de sa langue ? Sans doute, même si ce constat ne dispense pas d'une investigation sérieuse et fine sur le fonctionnement, l'histoire et l'évolution d'une langue, comme de ce qui fait l'identité de tout groupe humain. ■

Jean Chiorboli, (linguacorsica@gmail.com) Informations et références librement accessibles en ligne : <https://bit.ly/3ot062F>



L'APPUNTAMENTI DI SANTU CASANOVA

LIBRI, ARTI È SPITTACULI, SINEMÀ ...

THE GRANARY, U GRANAGHJU DI NICOLAS TORRACINTA



L'omu hè un musicanti ricunnisciutu. Ghitarristu di gran'talentu, hà cullaburatu è travaglia sempri à fiancu à tant'artisti corsi, com'è A Filetta, I Messageri, L'Alba, Patrizia Gattaceca è Diana Saliceti. Ma Nicolas Torracinta hè dinò un cantadori, cù u so universu. D'una famiglia di musicanti trà u so babbu è u so fratellu, cultivateghja u so giardinu sicretu dipoi un pezzu è hà dicisu di prisintà i frutti di stu lavoru inde un prima dischettu da solu, *The Granary*, isciutu un mesi fà. Appassionatu di cultura irlandesi è anglusassona, u ghjovanu balaninu svela u so mondu pueticu è musicali, influenzatu da i gennari folk è pop. Pà riescia a so opara, s'hè inghjiratu d'una squadra d'amicacci musicanti d'altissimu nivellu. Basta à citanni una parti: Jean-Jacques Murgia (ghitarri), Michè Dominici (battaria) è u so fratellu Fanou Torracinta (bassa), à quali ci voli à aghjustà u Nizzardu Aymeric Ardimanni à u pianò è à i tasteri, micca prisenti nant'à u dischettu ma bè nant'à a scena pà i cuncerti di prisintazioni di l'album à u mesi d'uttrovi scorsu à l'Aghja, in Aiacciu, è inde u Centru d'Arti Pulifonicu di Sartè. Nant'à stu dischettu di novi canzoni in inglesu, ci lachemi purtà durante una quarantina di minuti. À u nivellu di u cantu, Nicolas Torracinta si scrivi ind'a pura tradizioni di a music folk americana, cù una ghjustezza trimenda trà i turalità più alti è soprattuttu a ghjustezza di u so ghjocu incù i gravi di a so voci, ch'è pudariani fà pinsà à a lighjenda country, Johnny Cash, nienti cà què! L'interpretazioni, assai pulita, ùn versa mai inde u troppu, sustinuta da accunziamenti ch'è pudariani essa paragonati à un legnu tagliatu à a luna. À mezu à tuttu què, i musicanti ghjocani a so partizioni à a perfezzioni, dendu à l'insemi una cuerenza misurata è piacevuli. Si rimarcà dinò i sfarenti maneri d'accurdà i ghitarristi, ciò ch'è dà, grazia à sta ricerca, un culori particolari à l'opara glubali. È l'emozioni tandu? Ci si pari simpliciamenti di viaghjà, travirsendu l'America prufonda di certi rumanzi di Stephen King in un vechju pick up nant'à stradi longhi è diserti, cù prati secchi ch'è si stendini à l'infinitu. Basta à ascoltà i tituli *Find me by the river* è *Winter's wind*. Ci si pari ancu d'essa acelli, bulendu sopra i paisaghji splenduranti di virdura di l'Irlanda, cù a canzona *Eire Song*. Un sintimu aereu rinfurzatu da i tasteri è l'intrata di i cordi, com'è u viuluncellu, nant'à certi pezzi. Ci pudemi ancu ritruvà in casa, una dumenica induv'ellu piovvaria, à fighjulà i gocci falà nant'à i vetri incù una certa malincunia. Eppo, si volta ancu in Corsica, inde a canzona *A to vita vogliu*, induva a parti in lingua corsa hè cantata da u cantadori di u gruppu L'Alba, Ghjuvan Francescu Mattei, intarpritata in cuncertu cù putenza da Fanou Torracinta, cù ricuccati da favvi trimà, mentri ch'ellu ci avia abituatu à sunà solu pezzi di jazz manouche cù a so ghitarra. Bisognu à di dinò ch'è, aldilà di u dischettu ch'è ci voli à ascoltà senza muderazioni, a parfurmata in cuncertu hè ancu di più putenti. Certi canzoni si pudariani apprezzà ancu di più inde a so virsioni live cà pà quilla arrighjistrata in studiu. A dimostrazioni, torna, di un gran'talenti. Da sapè ch'è l'album hà beneficiatu di un finanziamentu participativu, grazia à una raccolta urganizata nant'à internet (piattaforma Helloasso), pà i tappi di finalisazioni (mischju è mastering di u prughjettu, rialisazioni fisica di i dischetti). Nicolas Torracinta ci hà purtatu ind'u so granaghju pà mustracci tutti i tisoni ch'è c'erani piatti. Ma soca ch'ellu ni teni sempri da cantu, postu ch'è no li prighemi una bella è longa carriera ■

DÉCEMBRE 2020

TENSIONS ET RÉVEILLONS À LA MAISON



C'est par un départ que commence le mois de décembre 2020. L'ex-Président de la République, Valéry Giscard d'Estaing nous quitte le 2, à l'âge de 94 ans des suites du Covid-19. Élu en 1974, il resta à la tête de la France jusqu'à 1981. Et le moins que l'on puisse dire c'est que cet homme d'État aura entretenu, tout au long de son mandat, des relations compliquées avec la Corse. En 1975, c'est d'ailleurs lui qui demandera au ministre de l'Intérieur Michel Poniatowski de «rassembler toutes les forces de sécurités disponibles» et de les transporter en Corse, suite aux évènements d'Aléria. Une heure sombre dans les relations entre la Corse et le gouvernement, qui s'étiolent à nouveau en cette fin d'année 2020. Depuis quelques semaines, le torchon brûle en effet entre l'État et la majorité territoriale. Contestation par le préfet d'une motion votée par l'Assemblée en soutien à l'Arménie, recul sur certains engagements du côté de l'État ou encore opposition au plan Salvezza de la part du gouvernement, les accrocs se multiplient et les tensions se cristallisent. Et c'est finalement le dossier des prisonniers politiques qui fera déborder le vase, lorsqu'on apprend qu'un décret interdit au garde des Sceaux de statuer sur la levée du statut de DPS de Pierre Alessandri et Alain Ferrandi. «*Au moment où une crise sanitaire, économique et sociale frappe l'ensemble de la planète, les responsables français semblent trouver le moment bien choisi pour engager une démarche de mise au pas de la société corse*» tançera ainsi Jean-Guy Talamoni, président de l'assemblée de Corse lors de la dernière session de 2020. «*Tous les épisodes douloureux voire inacceptables que nous avons connus depuis quelques jours me font dire que vraiment nous sommes dans une situation qui est extrêmement inquiétante*», déplorera pour sa part le président de l'Exécutif, Gilles Simeoni. Pendant ce temps, on vit toujours au rythme du Covid et du confinement, avec le petit espoir que le vaccin relègue cette mauvaise période derrière nous. Au début du mois, Jean Castex dévoile les différentes phases de la campagne de vaccination, qui concernera l'ensemble de la population à partir du printemps. Pour réussir celle-ci, la France a commandé 200 millions de doses. Mais en décembre, beaucoup sont encore frileux à l'idée de recevoir ces deux injections dont on sait finalement si peu. Le gouvernement devra effectuer un long travail pour convaincre la population. En attendant, pour éviter une flambée des cas après les fêtes, de nouvelles mesures sont mises en place. Le Premier Ministre prévient ainsi que le déconfinement prévu pour le 15, sera limité. «*Les règles seront plus strictes que ce que nous avons envisagé*», explique-t-il en précisant qu'un couvre-feu sera mis en place dès 20 heures, y compris pour les soirs de fête. La seule exception

concernera la soirée du 24, afin de laisser à chacun une occasion de partager un moment privilégié avec ses proches. Même s'il est mis un fort accent sur l'impérieuse nécessité de respecter les gestes barrières et de limiter les convives, dans le but protéger les plus vulnérables. Et ce quitte à «*couper la bûche en deux*» et à «*laisser papi et mamie manger dans la cuisine*». Dans l'objectif de protéger la Corse, alors un peu préservée de la vague épidémique du moment, la préfecture et l'Agence régionale de santé annoncent le 12 qu'un test PCR ou antigénique sera rendu obligatoire pour entrer en Corse du 19 décembre au 8 janvier. Le fameux green pass tant réclamé par l'exécutif régional - et qui avait dans un premier temps reçu une fin de non-recevoir - sera donc mis en place. Ou tout du moins un ersatz de celui-ci. En effet, le résultat dudit test ne peut être demandé aux passagers qui doivent simplement remplir une attestation sur l'honneur certifiant qu'ils ne sont pas positifs et ne présentent pas de symptômes. «*Mais les personnes doivent avoir sur elles et pouvoir présenter, en cas de contrôle de police, un justificatif du laboratoire ou de la pharmacie prouvant qu'ils ont passé le test*», précisera le préfet. Pourtant, plus souple que celui mis en place dans les territoires d'Outre-mer, le dispositif prévu pour la Corse ne peut en outre pas donner lieu à un refus d'embarquement. Il laisse donc les forces politiques insulaires dubitatives et craintives face aux quelque 40 000 visiteurs annoncés pour cette période. Toutefois d'importants contrôles organisés dans les ports et aéroports de l'île pousseront la grande majorité des voyageurs à s'acquiescer de ce petit acte, devenu depuis bien trop familier ■ MP

UN AN PLUS TARD

L'an II du règne du Covid s'achève, et le monde en sort lessivé. Soignants au bout du rouleau, crise économique qui s'annonce, relations sociales chamboulées, chacun a hâte d'apprendre que le virus est enfin éradiqué. Mais à l'heure des fêtes de fin d'année, et alors qu'aucun confinement ou couvre-feu ne semble pour l'heure annoncé cette année, le nouveau variant Omicron laisse planer la menace d'une nouvelle vague encore plus forte que les précédentes. À l'aube de 2022, le monde s'apprête donc à entamer une nouvelle année de pandémie. En espérant que cette fois, ce soit bien la dernière ■

CARNETS DE BORD

LE RÉVEILLON, LA FÊTE ET PASCAL LELOUP

par Béatrice HOUCARD



L'écologiste Sandrine Rousseau a lancé une invitation à tous les candidats de gauche pour le réveillon. S'ils acceptaient, ce qu'ils se garderont bien de faire, il y aurait du monde à table! Comme prévu, Christiane Taubira est venue ajouter sa voix à la cacophonie générale. Comme prévu, il y a fort à parier qu'elle annoncera aux alentours du 15 janvier que «*les conditions ne sont pas réunies*» et qu'elle retirera la très hypothétique candidature qu'elle dit «*envisager*». Et ce n'est sans doute pas un réveillon chez Sandrine Rousseau (avec ou sans foie gras?) qui aurait changé la face de la gauche à l'aube de 2022.

Puisqu'il est beaucoup question de réveillon dans l'actualité politique, il se murmure qu'Emmanuel Macron aimerait être au centre des conversations, le 24 et le 31 décembre. D'où ses interventions audiovisuelles rapprochées: une conférence de presse sur la présidence française de l'Europe le 9 décembre, une soirée très «*mea culpa*» sur TF1 le 15 décembre, une rencontre en visio avec des enfants sur RTL deux jours plus tard, sans oublier qu'il y aura le message de vœux du 31.

Auprès de François Mitterrand puis de Jacques Chirac, l'expert en communication Jacques Pilhan avait imposé l'idée de la rareté de la parole présidentielle. Depuis Nicolas Sarkozy, les présidents parlent tout le temps et parfois à tort et à travers. Il faut dire, à leur décharge, que les temps ont changé, qu'il y a désormais pléthore de réseaux sociaux, de chaînes de télévision ou Youtube, et qu'on jugerait anormal, voire inquiétant, que le président de la République restât muet pendant plus d'une semaine.

Parlera-t-on pour autant d'Emmanuel Macron entre les huîtres, la dinde et la bûche? Si l'on veut que la soirée se passe bien, mieux vaut généralement éviter de parler de politique. Le risque, cette année, est assez faible, n'en déplaise au chef de l'Etat: que l'on soit vacciné ou pas, testé ou pas, le premier sujet de conversation, très inflammable lui aussi, sera le Covid-19, variant Omicron. Toutes les études d'opinion convergent: à part lors de la déclaration de candidature d'Éric Zemmour, la politique n'est pas au centre des préoccupations et la campagne présidentielle n'est pas encore vraiment dans les têtes. La pandémie, la vaccination quasi-obligatoire, le choix de vac-

ciner ou non les enfants sont autrement plus préoccupants pour les citoyens.

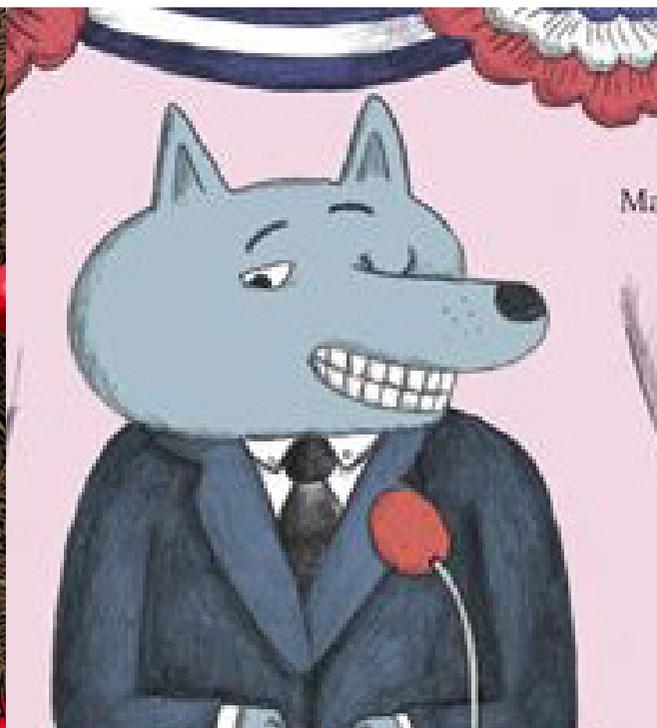
Confirmant (c'est souvent le cas) les sondages, les élus reviennent de leurs tournées sur le terrain avec la même certitude: les Français s'intéressent moins à la future campagne qu'en décembre 2016. Il faut dire qu'à l'époque, François Hollande, qui aurait pu se représenter, avait déclaré forfait, ouvrant le jeu et déroulant sans le savoir le tapis rouge à Emmanuel Macron. C'est sans doute aussi pourquoi le pourcentage de potentiels abstentionnistes (30 %) est plus élevé qu'en décembre 2016. Les sondeurs remarquent aussi un nombre important d'électeurs, testés à trois mois d'intervalle, qui ont changé leur intention de vote, soit entre Emmanuel Macron et Valérie Pécresse, soit entre Éric Zemmour et Marine Le Pen. «*Nous sommes dans une société très nerveuse et la cristallisation de l'opinion est de plus en plus tardive*», explique le sociologue Jean Viard.

On a quand même envie de rassurer les convives qui se demandent si Emmanuel Macron sera candidat en 2022. De toute évidence il le sera, même s'il fait mine de continuer à s'interroger sur son destin: «*Je vais un peu, pendant la période des fêtes, réfléchir à ça*» a-t-il répondu à un enfant sur RTL (dénfense de rire).

Un petit sondage pour finir sur le sujet, le dernier de l'année: l'Ifop a voulu savoir avec quel candidat les Français aimeraient passer leur réveillon. Réponses: 17 % se voient bien avec Emmanuel Macron, 12 % avec Marine Le Pen, 11 % avec Éric Zemmour, 10 % avec Valérie Pécresse, 9 % avec Jean-Luc Mélenchon, 7 % avec Anne Hidalgo et 6 % avec Yannick Jadot. Non candidate, Sandrine Rousseau ne figurait pas dans le questionnaire.

DES CADEAUX POUR TOUS LES GOÛTS

Chaque année, c'est la même histoire: parfois au tout dernier moment, on se précipite dans les magasins ou sur Internet pour choisir les cadeaux de Noël à ses proches. Parfois, on fait des affaires: on a vu, le 18 décembre, une grande enseigne de parfumerie offrir 30 % de réduction sur tout un magasin. Parfois, on se heurte à un casse-tête: quoi offrir? Les livres,



Illustrations d'après photos DR. Illustration de loup Davide Cali et Magali Clavelet

les DVD (en perte de vitesse), les CD voire les vinyles en plein renouveau, sont toujours un bon choix. Comme le petit foulard, le gadget plus ou moins utile ou la bouteille de vin à ouvrir avec le gigot. En espérant que les destinataires de vos présents ne se précipiteront pas [quelle impolitesse et quelle faute de goût!] pour les revendre sur Internet dès que vous avez le dos tourné.

Mais, d'ailleurs, pourquoi fait-on la fête et s'offre-t-on des cadeaux à Noël? Si on est chrétien, la réponse est aisée. Mais sinon? Le sociologue Michel Maffesoli, ancien enseignant à la Sorbonne, a consacré plusieurs ouvrages à ce thème. «*La fête, ça n'a pas de sens et c'est plein de sens*», tranche-t-il dans *Le Point*. «*Le propre du désir de fête, ajoute-t-il, c'est de vouloir être ensemble pour être ensemble. Rien de plus. C'est une pulsion assez typique de la nature de notre espèce animale*». Même en temps de pandémie? Oui, répond-il: «*la multiplicité des rassemblements juvéniles, qui n'ont cessé d'avoir lieu, même durant les périodes d'interdiction récentes, ou les manifestations tactiles, alors même que les élites ont voulu les mettre à distance, découlent de ce désir d'être en syntonie, de partager une vibration collective*».

Michel Maffesoli raconte aussi ce qui s'était passé jadis à Thèbes, lorsque le pouvoir avait été donné au sage Penthée: «*Il s'agissait d'un sage gestionnaire, le bon technocrate du moment, appliquant avec efficacité toutes les mesures rationnellement pensées et censées assurer le bien-être de ses concitoyens. Mais ce bien-être matériel, c'est-à-dire quantitatif, tend à oublier un mieux être bien plus qualitatif, où le plaisir d'être à toute sa part. En bref, Thèbes a racheté le fait de ne pas mourir de faim par celui de mourir d'ennui. C'est alors que les femmes de la cité [...] vont quérir Dionysos. Elles l'introduisent dans la cité, ce qui génère les fameuses "dionysies" ou bacchantes, engendrant quelques violences ritualisées et canalisées. Le sang coula à minima: seul Penthée fut tué. Mais, dans cette animation, Thèbes récupère son âme et, grâce à cette "homéopathisation" de la mort, elle retrouve le goût de vivre.*»

Ce n'est qu'une histoire d'un temps lointain, la France n'est pas Thèbes et ne meurt pas d'ennui. Quoique...

LE PLUS BEAU ET LE PLUS INTELLIGENT

Le livre a pour titre *Votez Leloup!* et il fait le bonheur de mon petit-fils, qui est pourtant encore loin de l'âge du droit de vote. C'est donc une bonne idée de cadeau. Résumé de l'histoire: les élections se profilent à la ferme. Les candidats habituels ont déjà affiché leur binette et leur programme: il y a là Pierre Cochon qui propose «*plus de boue pour toutes et tous*», Jeanne Poulette qui veut être «*libre de ne plus pondre*» et les frères Souris, qui souhaitent «*que le fromage nous rassemble*». Mais voilà qu'arrive un nouveau candidat: il s'appelle Pascal Leloup et promet tout, tout de suite. «*Je serai votre ami*», jure-t-il. À la ferme, souris, canards, cochons, poules et moutons sont sous le charme. Il n'y en a plus que pour Pascal Leloup, son sourire, ses blagues, son intelligence et surtout sa beauté, de l'avis général de la basse-cour.

Pascal Leloup est bien sûr élu à la tête de la ferme, qui organise une grande fête pour arroser son succès. Mais les lendemains vont moins chanter: des poules disparaissent, des moutons aussi, puis des souris. Pascal Leloup, isolé avec ses proches mais interpellé par ses ouailles, ne dit rien. Et pour cause, vous l'avez compris: c'est lui le coupable. De ses électeurs il a décidé de faire ses repas. Le voici chassé à coup de pierres.

Il faut revoter. Sont candidats, comme d'habitude, Pierre Cochon, Jeanne Poulette et les frères Souris. On ressort les panneaux d'affichage quand, ô surprise, un petit nouveau pointe le bout de sa gueule rousse. Il s'appelle Gérard Lerenard et son slogan proclame: «*Vos amis sont mes amis.*» Aussitôt, poules, canards, moutons et souris tombent sous le charme.

L'histoire s'arrête là mais on imagine la suite... Le tout est très joliment raconté et dessiné par Davide Cali et Magali Clavelet, dans la collection des Albums de Casterman. Bien sûr, toute ressemblance ou analogie avec la situation de la France à l'aube de l'élection présidentielle ne saurait sortir que d'un cerveau mal intentionné. Joyeux Noël! ■

PS. Une erreur s'était glissée dans les Carnets du numéro 6905/6906: en 1981, Valéry Giscard d'Estaing n'avait pas déclaré sa candidature le 15 février mais le 2 mars, 56 jours avant le 1^{er} tour. Mille excuses.

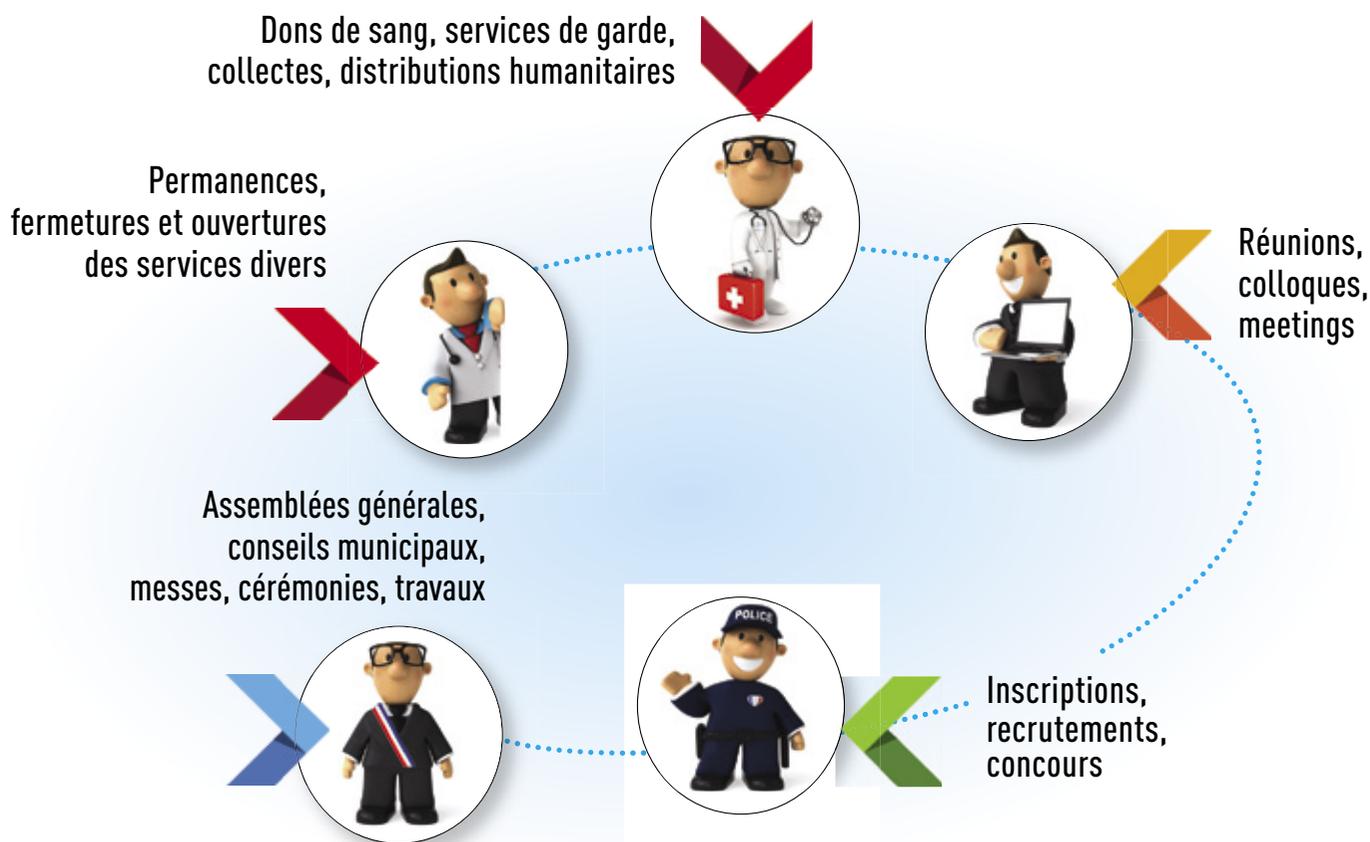
POUR ANNONCER GRATUITEMENT
LES **RENDEZ-VOUS**
DE VOS ASSOCIATIONS
ET COMMUNES



**SERVICE
GRATUIT**

www.icn.corsica/publier-une-info

L'agenda en ligne de votre commune ou de votre association



**POUR COMMUNIQUER
DANS L'AGENDA DE MA COMMUNE**

JE ME RENDS SUR

www.icn.corsica/publier-une-info

